



REPUBLIQUE DU CONGO



MINISTRE DE L'ECONOMIE FORESTIERE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE (MDDEF)



Projet OIBT PD 367/05 Rev .2 (F)

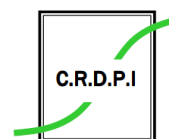
Promotion de l'aménagement durable des forêts artificielles tropicales dans les plantations forestières du Congo :

*Principes, Critères, Indicateurs et Vérificateurs (PCIV) pour
la gestion durable des plantations forestières en République du Congo*

RAPPORT TECHNIQUE FINAL

Agence d'exécution

CRDPI Centre de Recherche sur la Durabilité et la Productivité des
Plantations Industrielles (ex-UR2PI) BP 1291 Pointe Noire –
République du Congo Tel : (242) 523 25 92



Rédaction du rapport

Jean-Noël Marien. Consultant international.
CIRAD Dep. ES, UR 2105
34 Montpellier - France



Fait à Montpellier, 16 septembre 2010

Personnels du projet:

Chef du projet

Nkoua Méthode

chercheur senior, chef UR gestion sociale et environnementale

Experts et ingénieurs

Saya Aubin

directeur adjoint CRDPI

Missamba Lola Aimé Patrick

chercheur socio économie

Nouvellet Yves

directeur CRDPI

Personnel d'exécution

Akana Juste

Ingénieur des Travaux UR GAD)

Dzomabou Séraphin

Ingénieur des travaux UR GSE)

Mazoumbou Jean Claude

Technicien supérieur UR RPM

Mayinguidi Christ Ulrich

Technicien des travaux UR GSE

Nganga Voula Gerda

Secrétaire de direction

Consultants externes

	Stratégie C+I	Populations Socioeco	Planif. Gestion forestière	Ecologie envirt diversité	Gestion, Rapports valo.
Marien Jean Noël consultant principal	X				X
Kimpolo Luc		X			
Koubouana Félix				X	
Matondo Rosalie	X		X		
Diangana Daniel				X	
Rouault Alice	X	X			

Sommaire

1. Introduction
2. Typologie des plantations forestières en République du Congo
 - 21 - De quoi parle-t-on ?
 - 22 - Principaux types de plantations
 - 23 - Typologie
3. Déroulement du projet
- 4 – Résultats
 - 41 – Considérations générales
 - 42 – La liste complète des PCIV
 - 43 – Analyse sommaire
 - 44 – Résultats et bénéfices
- 5 - Conclusions et Recommandations

Annexes

Bibliographie

Résumé

Ce rapport final dresse le bilan du projet OIBT 367/05 rev 2 F sur la définition de critères et indicateurs de gestion durable des plantations forestières en République du Congo.

Dans un premier temps, nous redéfinissons et dressons une typologie sommaire des plantations forestières, considérées dans leur complémentarité.

Le chapitre suivant décrit le déroulement du projet, qui s'est poursuivi de début 2009 à fin septembre 2010. Il a mobilisé toute une équipe d'experts et a été ponctué par des ateliers de groupe et des comités de pilotage et directeurs.

L'analyse des résultats montre clairement que l'ensemble des résultats attendus du projet sont atteints, en terme de produits comme pour la cohérence avec les groupes cibles. On constate une bonne répartition des PCIV, avec une bonne prise en compte de l'ensemble des questions aux plantations forestières.

Enfin, quelques pistes d'action futures sont identifiées pour que le Congo puisse rapidement réaffirmer sa position de leader, avec la mise en place d'une stratégie dynamique et de pratiques innovantes.

As a first step, we are redefining and completing a summary typology of forest plantations, considered in their complementarity. The following chapter describes the progress of the project, which continued in early 2009 to end of September 2010. It has mobilized a team of experts and was punctuated by group and the steering committees and Directors workshops. The analysis of the results shows clearly that the whole of the expected results of the project are achieved, in terms of products as for consistency with the target groups. There is a good distribution of the CPIV, with a proper consideration of all of the issues in forest plantations. Finally, a few future courses of action are identified so that Congo can

quickly reassert its leadership position, with the establishment of a dynamic strategy and innovative practices.

1. Introduction

La question de la gestion durable des plantations forestières a longtemps été ignorée, voire volontairement laissée de côté par une opinion internationale bien plus intéressée, pour de multiples raisons, par les enjeux liés aux forêts denses.

Paradoxalement, les plantations forestières les plus intensives (eucalyptus en Afrique du sud et au Brésil) ont été les premières à se préoccuper de certification forestière et à se voir attribuer des labels divers, importants dans un contexte concurrentiel international fort. A côté de ces massifs très visibles (dont EFC à Pointe Noire en est un exemple), toute une dynamique de plantations forestières extrêmement variées s'est développée en zone intertropicale, souvent dans un cadre plus ou moins informel.

Dès 2004, l'UR2PI a lancé une première réflexion sur la mise en place de C+I pour les plantations d'Eucalyptus de Pointe Noire, alors soumises à des conflits aigus avec les populations locales, et en danger de disparition. Dans cette optique, un avant projet a été soumis à l'OIBT pour avis et financement. Ce projet a été validé et a finalement démarré début 2009 pour s'achever fin septembre 2010. Il se base sur les savoirs accumulés, tant sur le terrain que sur d'autres projets au niveau régional.

Pendant ce temps là, la réflexion sur les plantations en zone tropicale, et en particulier au Congo, s'est poursuivie. Elle a permis de renouer avec une histoire exceptionnellement riche et de constater paradoxalement l'absence d'une dynamique forte (hors eucalyptus Pointe Noire et UPARA CIB). L'approvisionnement en bois énergie des villes, la question du changement climatique et du carbone, la gestion des forêts sous concessions, etc... ont permis d'avoir un nouveau regard sur l'apport des plantations forestières. Plusieurs projets nationaux ou régionaux traitent désormais de cette thématique et le Congo se placé délibérément dans cette dynamique.

Les résultats de ce projet sont donc extrêmement attendus.

2. Typologie des plantations forestières au Congo

21. De quoi parle-t-on ?

Les plantations *sensu stricto* font partie d'un ensemble d'outils au service du développement de la gestion durable des écosystèmes forestiers, plantés comme naturels. On trouvera ci-joint en annexe copies d'un article sur la question ainsi que de la présentation faite au CCR du Partenariat sur les Forêts du Bassin du Congo le 28 septembre 2010.

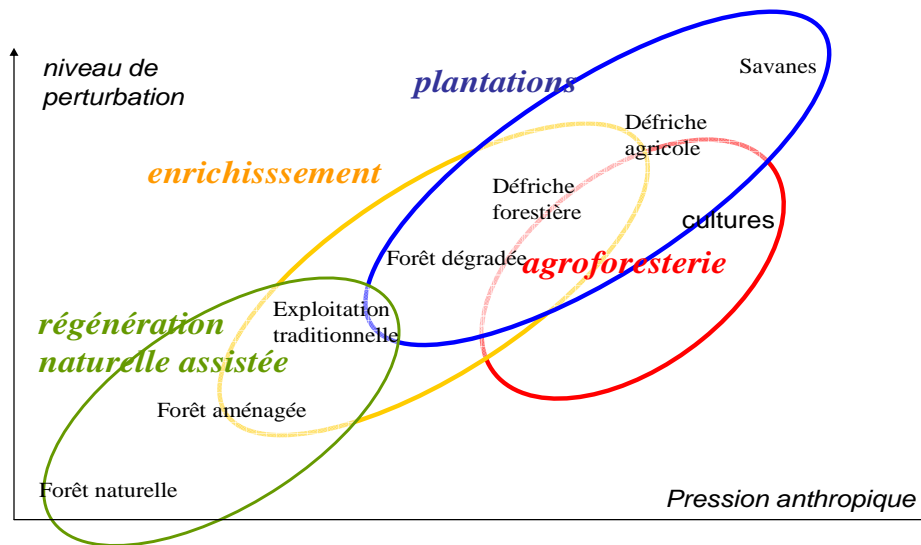
La situation traditionnelle en République du Congo peut apparaître comme très simple. D'un côté, on a des forêts naturelles, sous aménagement ou non, où la régénération naturelle est la règle et de l'autre, des plantations d'exotiques sur savanes.

Une analyse un peu plus fine montre que ce schéma ne reflète absolument pas la complexité et la richesse du patrimoine national en matière de plantations. Le graphique ci-dessous montre qu'en fait, on dispose de nombreux outils opérationnels imbriqués et interconnectés pour répondre au défi de la création ou du renouvellement de la ressource forestière en dehors dès lors que la régénération naturelle simple ne permet plus d'assurer un résultat convenable.

Par convention, nous élargirons le mot « plantations » à tous les modes de création et renouvellement des peuplements forestiers impliquant la mise en place d'une technique spécifique, et donc de coûts associés.

Cela est d'autant plus vrai que la plupart de ces techniques sont déjà présentes en République du Congo.

Une gamme d'outils adaptés à de nombreuses situations



22. Les principaux types de plantations forestières en République du Congo

En République du Congo, les plantations forestières font partie intégrante du territoire national depuis près d'un siècle, permettant ainsi à ce pays d'avoir une expertise considérable.

- **Plantations intensives à forte productivité**

Concerne principalement les plantations clonales d'eucalyptus sur savanes de la société EFC (Pointe Noire, mais aussi Loudima et PK 45). Ce massif, bien connu au niveau international est à forte composante capitaliste. Il peut être considéré comme une culture de bois.

- **Plantations bois énergie**

Le SNR est intégré à un projet européen subrégional portant sur les deux pays riverains du fleuve Congo. Ce projet (Makala) vise à assurer la durabilité de la ressource bois énergie pour l'approvisionnement des villes. Des travaux portent la fois sur les plantations (Acacia, souvent en système agroforestier, ou eucalyptus en taillis). Des implantations sont programmées en 2010 autour de Brazzaville.

- **Plantations urbaines et périurbaines**

L'accroissement démographique et le changement de mode de vie se traduisent, dans les sociétés actuelles, par une urbanisation forte et le développement pas toujours contrôlé des villes, avec de problèmes d'assainissement, d'érosion et de dénaturation des centres

urbains. Les plantations (parcs et jardins, mais aussi verdissement, énergie, fruits, embellissement, ombrage,...) constituent un des moyens à la disposition des autorités et des populations urbaines.

- **Agroforesterie villageoise**

Ce sont des de systèmes complexes combinant arbres et cultures, dans l'objectif de procurer des ressources alternatives aux populations rurales en zone périphériques d'aires protégées (PN Conkouati Douli), de zone d'extension des plantations industrielles (EFC Yanika) ou encore de ceintures vivrières autour de centres de consommation (CIB Pokola). Les systèmes mis en place comprennent des espèces ligneuses (fruitiers, mais aussi acacia et eucalyptus pour la fourniture de bois énergie et de service), des palmiers à huile et des cultures agricoles diversifiées.

- **Plantations en plein d'espèces locales sur défriche forestière**

Ces activités (Ngouha2 par exemple) ne sont plus d'actualité car contraires aux principes de gestion durable des forêts naturelles. Néanmoins, les enseignements tirés de ces travaux et les essais mis en place à l'époque constituent une source potentielle très importante d'informations sur le comportement des essences locales en plantation. Par contre, le reboisement en plein de zones forestières vieillissantes où la régénération naturelle ne se fait plus (zones à maranthacées, par exemple) est une option intéressante pour valoriser des grandes surfaces de forêts non productives.

- **Enrichissement des forêts naturelles dégradées**

Les travaux d'amélioration des essences locales et en particulier du *Terminalia sp* (limba) menés il y a une trentaine d'année ont permis d'identifier des provenances et des clones particulièrement bien adaptés et productifs.

Ces travaux concernent à la fois les forêts naturelles dégradées (Bilala) ou aménagées (Pokola), au travers des activités menées en concertation avec le SNR et les UPARA. Il s'agit de planter des essences locales, souvent pionnières (okoumé) ou de lumière (limba), dans des zones clairiérées suffisamment vastes pour ne pas risquer l'étouffement des jeunes plants, comme par exemple l'enrichissement le long des pistes forestières après exploitation, avec des résultats préliminaires sont prometteurs.

- **Régénération naturelle assistée (RNA)**

La dynamique forestière naturelle est très forte et constitue le fondement et la base des systèmes de gestion et d'aménagement forestier au Congo. Néanmoins, dans certains cas, il peut être souhaitable d'orienter la régénération

23. Tentative de typologie

Les systèmes plantés au sens large sont par essence générateurs de coûts, parfois élevés. Ils ne sont donc développés que s'ils répondent à un ou plusieurs besoins spécifiques et constituent un moyen d'y arriver, et en aucun cas une fin en soi.

Le tableau ci-dessous récapitule les principales attentes envers les systèmes plantés potentiellement intéressants pour le Congo.

Produits attendus		plantations			agroforesterie	enrichissement	RNA
		industrielles	villageoises	urbaines			
Bois	oeuvre	x				x	x
	services	x	x		x		
	industrie	x					

	énergie	x	x		x		
pfnl	fruits		x		x		
	aliments				x	x	x
	fourrage		x		x		
	autres				x	x	x
Environ.	récréation		x	x			
	érosion		x	x			
	foncier		x	x	x		
	diversité			x		x	x

Les plantations demandent une technicité importante et ne supportent pas l'approximation. Comme le dit l'adage « *le diable est dans les détails* ». Chaque idée, chaque projet, chaque investissement consenti, etc... doivent être murement préparés et toutes les conditions de leur réussite doivent être identifiées. C'est seulement à partir de ce point que nous pourrions utilement tirer parti du travail réalisé dans le cadre de ce projet et mettre concrètement en œuvre une véritable gestion durable des systèmes plantés, dans leur diversité.

3. Déroulement du projet

Depuis le 1^{er} février 2009 jusqu'au 31 janvier 2010, les activités d'élaboration des principes critères et indicateurs pour la gestion durable des plantations forestières ont été faites en trois principales étapes :

- Rédaction d'une liste préliminaire des PCI ;
- Conduite des tests de terrain pour la validation de la liste préliminaire des PCI ;
- Elaboration du rapport provisoire sur les PCIV des plantations forestières du Congo.

• Lancement du projet

Lors de la réunion du lancement du projet OIBT PD 367/05 Rev.2(F), le 05 mai 2009, il a été demandé à tous les consultants de mener les recherches bibliographiques, dans le but d'élaborer la liste préliminaire des PCI applicables aux plantations forestières.

• Mise en place des actions du projet

L'équipe chargée de la réalisation du projet OIBT PD 367/05 Rev.2(F) s'est retrouvée lors du premier atelier technique du 04 au 06 août 2009 à Pointe Noire pour rendre compte chacun des résultats de la recherche bibliographique. A l'issue de cette réunion, une liste préliminaire des PCI a été établie à partir des PCI des forêts naturelles du Congo, des PCI définis par l'équipe de Buttoud, des principes de gestion durable des plantations forestières de la FAO et des référentiels TLTV et FSC.

Le travail a consisté à :

- conserver les éléments des PCI des forêts naturelles applicables aux plantations forestières ;
- retrancher les éléments qui ne conviennent pas aux plantations forestières ;
- rajouter ensuite les éléments qui conviennent aux plantations forestières.

Tous les éléments retenus ont été réécrits de telle sorte qu'ils soient complètement adaptés au contexte des plantations forestières.

Les éléments rajoutés ont tenu compte du référentiel FSC et des grilles de légalité TLTV et FLEGT existants actuellement.

A l'issue de ce travail, une liste préliminaire des PCI a été établie et référencée dans le compte rendu de l'atelier tenu à Pointe Noire.

Une liste provisoire des PCI a été validée après la phase des tests de terrain au niveau de l'administration centrale, des sites de plantations d'Eucalyptus de Pointe-Noire (EFC), de Bilala, de Youbi et du PK 45. Cette étape a eu pour objectif de confronter la liste des PCI aux experts de terrain et de recueillir la perception des travailleurs et des populations locales vis-à-vis de celle-ci.

Tenant compte du fait que chaque indicateur doit être testé et vérifié (et si nécessaire mesuré) dans les trois types de plantations forestières au Congo, à savoir, les plantations forestières industrielles, les plantations non forestières (privées et communautaires) et la restauration forestière, le site de Ngouah 2 (retenu lors de la première réunion de lancement du projet, assez semblable à celui de Bilala/restauration forestière en plein champs) a été remplacé par les sites de Youbi (restauration forestière par enrichissement en layons, géré par le SNR) et du PK 45, au Nord de Brazzaville (plantations forestières privées et communautaires).

Pendant les tests, des rencontres ont été réalisées avec les différents acteurs. Ces rencontres ont concerné aussi bien les autorités locales, les gestionnaires des massifs forestiers plantés, les travailleurs que les populations locales.

Pour chaque type d'interlocuteurs, il a été fait lecture de la liste provisoire des PCI appropriés pour recueillir les réactions ou les propositions devant contribuer à l'amélioration de la liste de base. Les réunions dans les villages incluaient toutes les composantes de la population (comité de village, sages, propriétaires fonciers, femmes, jeunes).

• **Première réunion du comité directeur**

Une première réunion du comité directeur du projet s'est tenue à Brazzaville le 27 février 2010 pour présenter l'avancement du projet. A cette occasion, Le comité directeur a recommandé à l'agence d'exécution de procéder à une validation préalable des PCIV avec l'administration et de procéder à une demande de prorogation de la durée du projet jusqu'au 30 septembre 2010 pour permettre une bonne fin du projet, ce qui a été fait et envoyé aux instances du projet.

• **Atelier de validation des PCIV**

Conformément aux directives du premier comité directeur, un atelier national de validation des PCIV s'est tenu à Brazzaville les 3 et 4 août 2010. Ce groupe est parvenu à un consensus et a approuvé les PCIV, avec quelques amendements. Par ailleurs, ce groupe a souhaité recadrer le travail effectué avec une typologie des plantations forestières et a émis quelques recommandations sur la méthodologie, les références bibliographiques et un lexique.

- **Comité directeur de fin de projet**

Le comité directeur de fin de projet est prévu à Brazzaville le 30 septembre 2010.

4. Résultats du projet

41. Considérations générales

La liste des PCIV validée par le groupe de travail et les experts marque l'aboutissement d'un long travail réalisé par des personnes directement impliquées à la fois dans les plantations, mais aussi dans les processus de gestion durable. Il convient tout d'abord de saluer l'ensemble de l'équipe en charge de la réalisation des activités de ce projet novateur et de mettre en exergue son professionnalisme, sa connaissance intime de ce dossier complexe et sa volonté d'aboutir à un résultat opérationnel cohérent, sans tabous.

Au moment de clôturer ce projet, Il semble important de garder à l'esprit quelques éléments pragmatiques tels que :

- **Le mieux est l'ennemi du bien.**

Si on en croit ce vieil adage, il faut se souvenir que l'on se met dans une démarche de progrès. Un des risques est de vouloir placer la barre trop haut dès le début. Cette attitude, louable, est très répandue, mais peut constituer un frein important et se révéler contre productive. Le nombre des PCIV pris en compte lors de la première phase d'une plantation ne doit pas se révéler rédhibitoire, mais doit correspondre à un objectif raisonnablement atteignable. Cet objectif doit, en revanche, ne pas être statique, mais de plus en plus ambitieux au fur et à mesure de l'évolution des plantations forestières et de leur gestion.

- **La liste des PCIV va évoluer**

Ce point devrait être clairement indiqué dans le document final. La situation actuelle est sans aucun doute amenée à évoluer et de nouvelles opportunités, mais aussi contraintes

ou risques peuvent apparaître. Dans cet environnement en constante mutation, il faut pouvoir, à un rythme à fixer, prévoir l'organisation de tables rondes de mise à jour de ces PCIV.

- **Tous les PCIV ne sont pas applicables partout**

La liste des PCIV est très longue et complète. Elle rassemble les informations obtenues sur des types de plantations différentes, obéissant à des fonctionnements et des productions différents. Certains critères et indicateurs sont génériques, d'autres sont spécifiques à des situations locales particulières. Il serait bon de réaliser un tableau synthétique indicatif mettant en correspondance les PCIV et les types de plantations auxquelles ils s'adressent (industriels, investisseurs privés, villageois, restauration, ...).

- **Inciter la foresterie privée, et en particulier les plantations villageoises.**

Les PCIV applicables à ce type de plantations ne sont pas très nombreux (idem pour la restauration forestière). N'y a-t-il pas d'autres alternatives que le plan d'aménagement sous le contrôle plus ou moins strict de l'état ? Il faudrait que cet ensemble de PCIV favorise leur éclosion et accompagne leur développement. Les PCIV aident à préciser la place et le rôle de l'Etat dans l'accompagnement de la dynamique des plantations forestières, publiques, mais surtout privées.

42. Liste définitive des PCIV

La liste complète et validée des PCIV figure en annexe de ce rapport. Comme prévu, ils sont regroupés au sein des 4 principes sous tendant la démarche de l'OIBT.

Principes	Critères	Indicateurs	Vérificateurs
1 - priorité politique	6	27	79
2 - biens et services	8	32	68
3 - écologie	4	15	45
4 - socio-économie	5	21	60

43 – Analyse sommaire

- **Critères**

Le nombre de critères par principe est tout à fait cohérent avec les objectifs dévolus aux plantations forestières puisqu'on trouve en tête la fourniture de biens et services (8), ce qui constitue l'essence même des plantations. Il convient de noter la très bonne représentation des critères relatifs aux aspects écologiques (4) et sociaux (5), souvent considérés comme le parent pauvre lors de la conception et de la mise en œuvre des projets de plantations.

Le nombre de critères relatifs des politiques publiques est aussi important (6). Il traduit bien le rôle moteur essentiel mené par l'Etat. Comme nous le verrons plus loin, cela ne va pas sans quelques interrogations et suggestions.

Principes	Critères	indicateurs	vérificateurs
1 priorité politique	11 objectifs et plan d'actions clairs	10	32
	12 cadre institutionnel	4	9
	13 ressources nécessaires	2	8
	14 politiques fiscale et économique	3	7
	15 contrôle, suivi, évaluation	5	15
	16 propriété foncière et droits d'usages	3	8
2 fourniture de biens et services	21 conformité avec les lois et traités	2	5
	22 propriété foncière et droits d'usage	2	3
	23 objectifs ciblés de gestion durable	8	19
	24 techniques définies et mises en œuvre	3	7
	25 production ligneuse assurée	4	9
	26 exploitation sur une base durable	3	5
	27 risques environnementaux spécifiques	4	12

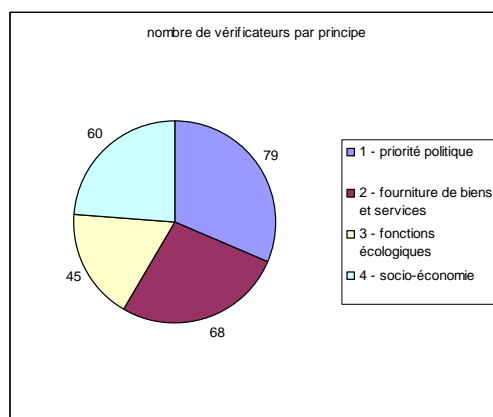
	28 viabilité économique assurée	5	8
3 fonctions écologiques	31 acquis de connaissances	3	12
	32 impacts négatifs minimisés	3	10
	33 impacts positifs optimisés	5	14
	34 séquestration du carbone	4	14
4 bien être économique et social	41 droits et devoirs des travailleurs	2	8
	42 droits et devoirs des populations locales	5	12
	43 information des populations locales	5	13
	44 partage des bienfaits défini et accepté	3	10
	45 conditions de vie des populations locales	6	17

• Indicateurs et vérificateurs

Sans surprise, les questions stratégiques liées à la définition politique des objectifs apparaissent en tête (11), à la fois pour les indicateurs et les vérificateurs. Et sans surprise également, les objectifs ciblés (23) arrivent juste derrière. On voit bien, à ce stade, que les aspects stratégiques et planification sont des éléments essentiels à la gestion durable des plantations.

Les aspects sociaux, et en particulier l'implication et l'amélioration des conditions de vie des populations locales (45) est le troisième critère en nombre d'indicateurs, comme de vérificateurs ; ce point est extrêmement important car il entérine une vision des plantations centrée, non plus sur l'exclusion, mais sur une communauté d'intérêts.

Les autres indicateurs et vérificateurs se répartissent de manière à peu près équilibrée comme on peut le voir sur le graphique ci-dessous.



• Cohérence avec les autres listes de PCIV

Cette liste est cohérente avec les autres listes de PCIV puisqu'elle a pris en compte à la fois les PCIV pour les plantations régionales, mais aussi les PCIV pour les forêts naturelles du Congo.

Cependant, il faut noter que la notion de plantations, prise au sens large, est quelque peu innovante et de ce fait, en partie absente des PCIV pour les forêts naturelles. Ce projet enrichit considérablement les référentiels existants. Par exemple, les plantations forestières ne constituent qu'un des 10 principes du FSC et encore, il a été rajouté à posteriori et avec une philosophie très restrictive. Cela n'a pas empêché de nombreuses plantations industrielles de recevoir le certificat après audit. Notre travail est plus complet et ouvre grand les possibilités de développer des plantations gérées durablement.

44 – Les produits et bénéfices du projet

• Résultats

La première question est de savoir si nous avons fourni les produits du projet tels que définis dans le document initial de projet et en particulier :

- Partie II, point 3 pour les résultats
- Partie III, point 2.2 pour les rapports

Produit 1. Synthèse des informations et rédaction du rapport.

Le document correspondant a été finalisé et synthétisé dans le rapport technique 1 de mai 2009

Produit 2 Synthèse des données obtenues à l'issue des tests

L'ensemble des données figure sur le document rapport technique 2 de projet de décembre 2009

Produit 3 Rédaction du document final des critères et indicateurs nationaux de gestion durable des plantations forestières du Congo

Un premier ensemble a été soumis au comité directeur de février 2010, mais a été revu lors de l'atelier national de validation en août dernier. Le document final, validé, correspondant est présenté lors du Comité Directeur de clôture du projet, fin septembre 2010.

Nous pouvons affirmer que l'ensemble des résultats et produits du projet ont bien été réalisés.

• Bénéficiaires

Nous pouvons ensuite reprendre la liste des bénéficiaires à qui sont destinés les résultats de ce projet. (partie II, point 2.4 du document de projet). Ils sont repris dans l'encadré ci-dessous.

Ces points sont encore totalement d'actualité et nous pouvons vérifier que ces PCIV sont effectivement de nature à améliorer significativement la perception de la durabilité des plantations dans tous les groupes cibles.

• *Les gestionnaires des massifs plantés*

Les gestionnaires des massifs plantés (publics et privés) disposeront d'outils fiables et incontestés leur permettant de mieux gérer les plantations et, par la même, pouvoir prétendre à lancer une démarche de certification leur garantissant un accès privilégié à des marchés compétitifs.

• *L'administration forestière*

Garante de l'application des lois, l'administration forestière pourra se baser sur les résultats de ce projet dans ses relations avec les gestionnaires. Par ailleurs, ce projet permettra enfin d'aboutir à une vraie clarification de ses relations avec les autres composantes de l'administration et de l'aménagement du territoire.

- **Le Service National de Reboisement (SNR)**

Ce service spécialisé a pour vocation de promouvoir les plantations et la restauration des forêts dégradées à travers les UPARA (Unités Pilotes d’Afforestation, de Reboisement et d’Agroforesterie). Les résultats de ce projet lui donneront des outils essentiels à la prise en compte des différentes attentes envers les plantations forestières.

- **Les aménagistes des concessions forestières**

La restauration des forêts après exploitation est un des grands enjeux des années futures. L’approche développée avec les plantations à croissance rapide permettra de promouvoir des outils fiables pour les actions de restauration écologique des forêts.

- **Les populations locales**

Qu’il s’agisse des salariés (directs ou emplois indirects), des populations rurales riveraines ou encore des populations urbaines, tout le monde a intérêt à ce que la gestion des plantations se développe harmonieusement. L’impact sur la vie économique de la région est significatif puisque outre les salaires, un véritable marché du bois énergie, et maintenant de service, s’est développé. Il contribue par exemple pour 80% à l’approvisionnement de la ville de Pointe Noire (700 000 habitants)

- **L’UR2PI,**

Centre de recherche en partenariat, sera mieux à même d’identifier les axes de recherche opérationnelle en vue de proposer des solutions pour améliorer les indicateurs qui seront apparus comme les moins performants lors de ce projet.

5. Conclusions et recommandations

L’achèvement de ce projet ne constitue pas une fin en soi, mais bien le début d’une nouvelle dynamique d’une politique active de plantations pour la République du Congo. Cette dynamique, dont l’importance est de plus en plus visible vise à répondre à plusieurs des défis majeurs posés au pays (gestion des forêts, création d’une ressource renouvelable, changements climatiques, libéralisation de l’économie et du foncier, etc...). Elle permettra également au Congo de réaffirmer sa place de leader en Afrique centrale sur le sujet, au moment où la COMIFAC (CCR-PFBC de septembre 2010) met tout en haut de son agenda les plantations forestières.

- **Actualiser les textes**

Cette perspective nécessite au préalable une actualisation forte de la prise en compte des plantations forestières, dans leur diversité, par l’Administration en charge de ce dossier. L’équipe d’experts a ainsi relevé, à la suite de la réunion de validation, plusieurs points importants en vue d’aider à l’actualisation des textes, et en particulier du code forestier et émet les suggestions reproduites dans l’encadré ci-dessous.

La gestion des plantations forestières est très peu prise en compte par le code forestier. De ce fait, le développement des Principes, Critères, Indicateurs et Vérificateurs (PCIV) pour la gestion durable des plantations forestières en République du Congo apparaît comme une innovation. Par conséquent, certains indicateurs nécessiteront une actualisation du code forestier pour leur application sur le terrain. En plus, le Congo devra se doter d’un certain nombre d’outils qui sont soit en cours de rédaction, soit faisant l’objet d’une réflexion actuellement.

Les éléments ci-dessous nécessitent leur prise en compte dans le code forestier et/ou ses textes d'application :

- La définition des différents types de plantations forestières en République du Congo, sur la base des objectifs de production, de superficies nécessaires et de types de sylviculture appliquée (1-1-3-1) ;
- Les normes nationales de mise en place, d'aménagement, de gestion, d'exploitation et de contrôle spécifiques aux plantations forestières (1-1-3-4) ;
- Les mécanismes et les conditions de participation des communautés locales à la gestion durable des plantations forestières (1-2-5-1) ;
- La définition des mesures incitatives et avantages fiscaux accordés aux entreprises de reboisement et de développement des plantations forestières (1-4-1-1) ;
- La réglementation des incitations, avantages financiers et fiscaux accordés aux entreprises de reboisement et de développement des plantations forestières (1-4-1-2) ;
- Les mesures incitatives pour la commercialisation et la promotion des produits issus des plantations forestières (1-4-3-1) ;
- Les droits et devoirs des acteurs sur le développement des plantations forestières (1-6-1-3) ;
- L'élaboration et la vulgarisation d'un plan directeur national d'utilisation des terres à vocation de plantations forestières (1-6-2-2) ;
- La mise en place et l'animation d'un cadre national de concertation incluant toutes les parties prenantes au développement des plantations forestières et facilitant la cession des terres des propriétaires fonciers aux gestionnaires des plantations forestières (1-6-2-3)
- Les droits d'usage des produits forestiers issus des plantations (1-6-3-1) ;
- Les procédures d'usage des produits forestiers des plantations forestières (1-6-3-2) ;
- La réglementation de la mise en place des organes de concertation et de négociation des gestionnaires des plantations forestières avec les populations locales et autochtones (4.3.2.1) ;
- La définition des procédures de consultation des populations locales et autochtones pour la validation des nouvelles plantations forestières (4.3.4.1).

Il sied de souligner que la grande majorité des points ci-dessus cités concerne le principe 1, et tous relèvent de l'Etat et de l'administration forestière. Les autres principes sont du ressort du gestionnaire des plantations forestières qui devra assurer leur mise en œuvre pour évoluer vers une gestion durable des plantations forestières sous un contrôle efficace de l'administration forestière et de l'Etat.

• Redéfinir les rôles des services de l'Etat

Au delà de ces éléments, il faudra également redéfinir le rôle et la place des Services de l'Etat, et en premier lieu de celui du SNR dans la promotion et l'accompagnement de cette dynamique. Un projet devrait démarrer en ce sens sous peu. Le rôle des services de l'état devrait s'éloigner du rôle traditionnel d'opérateur et se focaliser plutôt sur l'appui aux individus, structures, organisations ou projets développant des plantations. Cela suppose une révision complète de l'organisme, de son mandat et du savoir faire de ses agents.

• Former des spécialistes

S'il semble facile de planter un arbre, réussir une plantation dans la durée suppose une technicité et un suivi très précis. La plus grande partie des échecs des plantations sont imputables à une mauvaise technicité des opérateurs et/ou une prise en compte insuffisante des facteurs de succès.

Les plantations forestières devraient faire l'objet d'un renouveau complet à tous les niveaux des formations, académiques, professionnelles et continues, avec des outils adaptés à chaque cursus.

• Orienter les recherches

La recherche forestière finalisée est évidemment concernée au premier chef par la gestion durable des plantations. Les institutions, centres et autres laboratoires universitaires devraient définir, avec l'aide des tutelles, une stratégie concertée pour répondre aux questions de recherche posées par ce domaine.

Annexe(s)

(reprises dans un volume joint)

UR2PI (2007) Document de projet OIBT 367/05 Rev2.F sur la gestion durable des plantations forestières en République du Congo 26 pp

UR2PI (2009) Rapport technique intermédiaire du projet n°1. Pointe Noire 63 pp.

UR2PI (2009) Rapport technique intermédiaire n°2 Po inte Noire 41 pp.

CRDPI (2010) Liste des PCIV pertinents, validés par l'atelier de Brazzaville le 4 août 2010.

UR2PI (2008) Plan de travail détaillé pour le projet (octobre 2008 à septembre 2009) 15 pp.

CRDPI (2010) Plan de travail détaillé pour la période de prorogation (avril – août 2010) 14 pp.

Bibliographie

Textes de référence

COLFER Carol J.P. *et al.* **Guide de base pour l'évaluation du bien être social.** Manuels de critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts. CIRAD, CIFOR, 2000.

Convention sur la Diversité Biologique. 1992. Accès Internet: <URL: <http://www.biodiv.org/doc/legal/cbd-un-fr.pdf>>. 33p.

FAO. **Gestion responsable des forêts plantées: directives volontaires.** Document de travail sur les forêts et arbres plantés 37/E. [en ligne]. Rome, 2007. Accès Internet : <URL : <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/J9256F/J9256F00.pdf>>

FSC. **FSC Principles and Criteria for Forest Stewardship.** Version 5-0, Draft 2-0. [en ligne]. Forest Stewardship council. 12 Juillet 2009. Accès Internet : <URL : http://www.fsc.org/fileadmin/web-data/public/document_center/Current_consultations/FSC-STD-01-001_V5-0_D2-0_EN_FSC_Principles_and_Criteria_Complete.pdf>

FSC. **Principes et Critères pour la gestion forestière.** [en ligne]. Document 1.2, révisé en Février 2000. Forest Stewardship council. Mexico, 1994. 12 p. Accès Internet : <URL : <http://www.fsc-france.org/DL/FSC-P%26C.pdf>>

OAB-OIBT. **Principes, critères et indicateurs OAB-OIBT de la gestion durable des forêts tropicales naturelles d'Afrique.** Série Développement de politiques OIBT N°14. 2003. 26 p.

OIBT. **Directives de l'OIBT pour la création et l'aménagement durable des forêts artificielles tropicales.** Série OIBT: Politique Forestière N°4. 1993. 46p.

OIBT/UICN. **Directives OIBT/UICN pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les forêts tropicales productrices de bois.** Série OIBT: Politique forestière N°17. 2009. 124p.

PAFC GABON (Association gabonaise du système Pan Africain de Certification Forestière). **Schéma gabonais de certification forestière.** Version 1.2. Document rédigé par TEREA (Terre Environnement Aménagement), avec la collaboration de FRM (Forêt Ressources Management), GNT / PAFC Gabon (Mme R. ONDO) et l'ATIBT (Association Technique Internationale des Bois Tropicaux). Septembre 2008. 151p.

PRABHU Ravi, COLFER Carol J.P., DUDLEY Richard G.. **Directives pour le développement, le test et la sélection de critères et indicateurs pour une gestion durable des forêts.** Manuels de critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts. CIRAD, CIFOR, 2000.

Documents et rapports complémentaires

AFCF/PEFC-FRANCE. Catalogue d'indicateurs pour l'état des lieux préalable à la certification forestière. Mars 2001, 91p.

ATIBT. Étude sur le plan pratique d'aménagement des forêts naturelles de production tropicales africaines : Application au cas de l'Afrique Centrale. Premier Volet : Production forestière. ATIBT, Paris, 2001.

ATIBT. Étude sur le plan pratique d'aménagement des forêts naturelles de production tropicales africaines : Application au cas de l'Afrique Centrale. Volet 2 « Aspects sociaux ». ATIBT, Paris, Décembre 2005.

ATIBT. Étude sur le plan pratique d'aménagement des forêts naturelles de production tropicales africaines : Application au cas de l'Afrique Centrale. Volet 3 « Aspects Faunistiques ». ATIBT, Paris, Décembre 2005.

BILLAND Alain (ed). **Enjeux de développement durable et aménagement des forêts de production du Bassin du Congo : Questions nouvelles et agendas de recherche.** Séminaire international organisé par le Cirad avec le Ministère des Affaires Étrangères. Montpellier. Octobre 2004.

TEREA. « Atelier d'information sur les systèmes de certification forestière et les processus de contrôle de la légalité pour les forêts d'Afrique Centrale ». Bangui, République Centrafricaine, 06 et 07 juillet 2006. Terre Environnement Aménagement.

SGS. Vérification de Légalité et Traçabilité du Bois (TLTV), Documents associés. PC&I Légalité. SGS (Société Générale de Surveillance). 1^{er} Octobre 2005. 2p.

ATIBT. Compte-rendu des rencontres sur les enjeux sociaux de la certification. Yaoundé. 25 Septembre 2008. 15p.

SGS QUALIFOR. Forest Management Standard for South Africa. 28 Novembre 2008. 71p.

PEFC. PEFC Terms and Definitions. 27 Octobre 2006. 5p.

Collectif. Message clés et Recommandations de la Conférence Tenure Forestière, Gouvernance et Entreprise : Nouvelles opportunités pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest. Yaoundé. Mai 2009.

EUROCERTIFOR. **Référentiel de gestion forestière FSC adapté pour le Gabon.** Version 0.1. Système de Certification Forest Stewardship Council. Bureau Veritas Certification. Mars 2007. 30 p.

FSC. **Local adaptation of certification body generic forest stewardship standards. Version 2-1. Forest Stewardship council.** Novembre 2004.

FSC. **Structure and content of forest stewardship standards.** Version 2-1. Forest Stewardship council. Novembre 2004.

LEVREL Harold. **Quels indicateurs pour la gestion de la biodiversité ?** Institut Français de la Biodiversité. Octobre 2007. 94p.

NGUYEN-THE Nicolas. **Définition d'une liste d'indicateurs de gestion durable des plantations d'eucalyptus en Midi-Pyrénées,** Rapport final. Afocel. 2004.

TEREA. **Les différents systèmes de certification forestière et leurs exigences en matière de faune.** Atelier sur la gestion de la faune dans les concessions forestières. Makokou, République du Gabon. Terre Environnement Aménagement. Avril 2007.

TOUROULT Julien, GIRAUD Adeline. **Analyse de la faisabilité du rapprochement des systèmes de certification FSC et PAFC en Afrique Centrale,** étude réalisée pour le compte du Ministère français de l'Agriculture, de la Pêche et des Affaires Rurales (DPEI-Adepta) et du Ministère des Affaires Étrangères. ONF-International. Février 2006. 61p.

Articles de périodiques

Bois et Forêts des Tropiques. **Spécial Bassin du Congo.** N°281 (3). CIRAD. 2004.

BUTTOUD G., KARSENTY Alain. L'écocertification de la gestion des forêts tropicales. Revue Forestière Française, n°6. 2001. pp.691-706.

DA SILVA VIEIRA *et al.* Valorisation de résidus d'Eucalyptus utilisés pour la fabrication de coffrets éducatifs. *Bois et Forêts des Tropiques.* N°298. 2008.

LESCUYER Guillaume. Critères et indicateurs de gestion durable de la forêt : quelques enseignements tirés des expériences actuelles en Afrique centrale . [CD-ROM] 2004 . - p. 63-69 , Français. In : Actes du colloque "Développement durable : leçons et perspectives", Ouagadougou (Burkina Faso), du 1er au 4 juin 2004. - Montréal : AUF

LESCUYER Guillaume. Vers un système mondial de principes-critères-indicateurs pour la gestion forestière ? Bois et forêts des tropiques. N°272 (2). 2002. pp.108-109.

MALLET Bernard, MARIEN Jean-Noël. **Nouvelles perspectives pour les plantations forestières en Afrique centrale.** *Bois et Forêts des Tropiques*, 2004, N°282.

MARIEN Jean-Noël. Critères et indicateurs de gestion durable pour les plantations d'eucalyptus. *Bois et Forêts des Tropiques*, 2000, N°266(4), pp 35-42.

Mallet B., Marien J.-N., Plantations forestières et gestion de la forêt naturelle : opposition ou complémentarité dans le bassin du Congo ? 2005. In : Meeting the challenge : silvicultural research in a changing world.

PIGEAUD Fanny. **Volée de bois vert sur un label.** *Libération.* Paris. Vendredi 26 mai 2006.

Conférences et ateliers

CASHORE Benjamin, « Can Non-State Certification Systems bolster State-Centered Efforts to promote Sustainable Development through the Clean Development Mechanism (CDM)? », Séminaire "Gouvernance du développement durable - normes et régulation internationales" organisé par la Chaire développement durable de Sciences Po et le Cirad, au Ceri, Paris, le Jeudi 7 Mai 2009.

GUENEAU Stéphane, « Au-delà de la rhétorique des dispositifs de certification privés : pour une réorientation de l'action du Forest Stewardship Council (FSC) », Séminaire "Gouvernance du développement durable - normes et régulation internationales" organisé par la Chaire développement durable de Sciences Po et le Cirad, au Ceri, Paris, le Jeudi 7 Mai 2009.

KULL Christian, TASSIN Jacques. Atelier « Paysages néo-Australiens à Madagascar » : Perspectives Interdisciplinaires sur les Conséquences Socio-Economiques et les Opportunités offertes par les Espèces Ligneuses Exotiques. Avec Stephanie Carriere, Sophie Moreau, Pierre Montagne. 24-26 Juin 2009. CIRAD Campus International de Baillarguet, Montpellier.

BAYOL Nicolas, BORIE Jean-Michel. Itinéraires techniques d'aménagement des forêts de production en Afrique centrale. *Bois et Forêts des Tropiques*, 2004, N°281.

Compte-rendu 2ème réunion du Groupe sous régional de travail FSC du Bassin du Congo. Douala. 26 - 29 mai 2009.

Eucalyptus du Congo (ECO-SA), République du Congo. Plantations, boisements et agroforêts. In : Amsallem, Isabelle, Wilkie, Mette Loyche, Koné Pape, Ngandji Michel. Gestion durable des forêts tropicales en Afrique centrale : recherche d'excellence. FAO-Département des Forêts. Rome, Italie.

EVANS Julian, TURNBULL John. **Plantation forestry in the tropics.** 3rd edition. Oxford University press. New York, 2004.

FORAFRI.

GARFORTH Mike, MAYERS James (eds). Plantations, privatization, poverty and power: Changing Ownership and Management of State Forests. Earthscan. London, 2005.

Gestion des produits forestiers non ligneux en Afrique Centrale : Réalités et perspectives. In : IUFRO World Series Vol. 15 : Meeting the Challenge : Silvicultural Research in a Changing World. Extended Abstracts from the conference in Montpellier, France, June 14-18, 2004. John A. Parrotta, Henri-Félix Maître, Daniel Auclair, Marie-Hélène Lafond (editors). Vienna, IUFRO, 2005.

IUCN, ITTO. Les lignes directrices pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les forêts tropicales de production de bois d'œuvre, 2006.

MOUNTANDA Antoine, TATY Pierre, KAYA Jean Albert Placide. Les unités pilotes d'aménagement, de reboisement et d'agroforesterie (UPARA): Une nouvelle approche de gestion durable des forêts congolaises. In : IUFRO World Series Vol. 15 : Meeting the Challenge : Silvicultural Research in a Changing World. Extended Abstracts from the conference in Montpellier, France, June 14-18, 2004. John A. Parrotta, Henri-Félix Maître, Daniel Auclair, Marie-Hélène Lafond (editors). Vienna, IUFRO, 2005.

NASI Robert, NGUINGUIRI Jean-Claude, EZZINE DE BLAS Driss (eds). **Exploitation et gestion durable des forêts en Afrique Centrale.** Edition Itto, Cifor, Cirad, L'Harmattan. Paris, 2006. 406 p.

Plantations de Magara-Gashikanwa, Province de Ngozi, Burundi. Plantations, boisement et agroforêts. In : Amsallem, Isabelle, Wilkie, Mette Loyche, Koné Pape, Ngandji Michel. Gestion durable des forêts tropicales en Afrique centrale : recherche d'excellence. FAO-Département des Forêts. Rome, Italie.

Plantations forestières et gestion de la forêt naturelle : opposition ou complémentarité dans le bassin du congo ? In : IUFRO World Series Vol. 15 : Meeting the Challenge : Silvicultural Research in a Changing World. Extended Abstracts from the

conference in Montpellier, France, June 14-18, 2004. John A. Parrotta, Henri-Félix Maître, Daniel Auclair, Marie-Hélène Lafond (editors). Vienna, IUFRO, 2005.

PRICE William C., RANA Naureen, SAMPLE V. Alaric (eds.). **Plantations and protected areas in sustainable forestry**. Food Products Press, NY, USA, 2005. Co-published simultaneously as Journal of sustainable forestry, volume 21, number 4, 2005.

**Liste des Principes, Critères, Indicateurs et Vérificateurs (PCIV) pertinents pour l'évaluation de la gestion durable des plantations forestières en République du Congo
(PCIV validés en atelier national à Brazzaville, le 04 août 2010)**

Principe 1. La mise en œuvre et l'utilisation durable des plantations forestières ainsi que le maintien de leurs multiples fonctions font l'objet d'une haute priorité politique.

Critère 1.1. L'État a des objectifs clairs pour la mise en œuvre et l'utilisation durable des plantations forestières et un programme d'actions réalistes pour les atteindre.

Indicateur 1.1.1. Au plan international, l'État a ratifié ou accepté les traités, conventions, accords ou recommandations relatifs au développement durable des plantations forestières.

Vérificateur 1.1.1.1. Les lois de ratification des traités et conventions, et les recommandations internationales relatives au développement durable sont connues et respectées par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.1.1.2. Les journaux officiels sont disponibles.

Indicateur 1.1.2. Les clauses de tous les accords internationaux relatifs au développement durable des plantations forestières sont respectées.

Vérificateur 1.1.2.1. Les textes législatifs et réglementaires qui consacrent les obligations contenues dans les accords internationaux relatifs au développement durable des plantations forestières sont publiés et diffusés auprès de toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.1.2.2. Les structures pour la mise en œuvre des obligations contenues dans les accords internationaux relatifs au développement durable des plantations forestières sont créées et fonctionnent, les textes portant création de ces structures sont disponibles.

Vérificateur 1.1.2.3. Les plans d'action, les programmes et les projets pour l'application de tous les accords internationaux relatifs au développement durable des plantations forestières dont le Congo est signataire, sont disponibles et mis en œuvre.

Indicateur 1.1.3. Il existe un code forestier défini de manière concertée, connu et respecté par les différentes parties prenantes, fixant les principes de base du renouvellement de la ressource forestière et définissant précisément les normes de mise en place, d'aménagement, de gestion d'exploitation et de contrôle des plantations forestières dans une perspective de gestion durable.

Vérificateur 1.1.3.1. Les textes définissant les différents types de plantations forestières en République du Congo, sur la base des objectifs de production, de superficies nécessaires et de types de sylviculture appliquée, existent et sont disponibles.

Vérificateur 1.1.3.2. L'État s'assure que le gestionnaire des plantations forestières dispose d'un titre légal.

Vérificateur 1.1.3.3. L'État délivre des titres légaux d'une durée compatible avec les objectifs de gestion durable.

Vérificateur 1.1.3.4. Les normes nationales de mise en place, d'aménagement, de gestion, d'exploitation et de contrôle spécifiques aux plantations forestières figurent dans les textes d'application du code forestier, et sont disponibles auprès de toutes les parties prenantes.

Indicateur 1.1.4. L'accès aux produits des plantations forestières est clairement défini, reconnu et respecté.

Vérificateur 1.1.4.1. Les textes d'application du code forestier définissant les modalités d'accès aux produits des plantations forestières sont élaborés et diffusés auprès de toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.1.4.2. Les rapports d'inspection et les procès verbaux de constat d'infraction sont disponibles.

Indicateur 1.1.5. Les droits légaux et coutumiers des populations locales et autochtones sont clairement définis, reconnus et respectés par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.1.5.1. Les textes d'application du code forestier relatifs aux droits légaux et coutumiers des populations locales et autochtones sont disponibles et diffusés auprès de toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.1.5.2. Les rapports et les procès verbaux de réunions d'information et de sensibilisation des parties prenantes sont disponibles.

Vérificateur 1.1.5.3. Un document élaboré à l'aide de la cartographie participative délimitant les terroirs villageois et coutumiers, et les sites culturels, validé par les autorités compétentes, est disponible.

Indicateur 1.1.6. La gestion durable des plantations forestières est fondée sur un acquis de connaissances scientifiques régulièrement actualisées.

Vérificateur 1.1.6.1. Les résultats de la recherche et les nouvelles données scientifiques ou techniques sont publiés, vulgarisés et disponibles auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Indicateur 1.1.7. Les textes législatifs et réglementaires régissant l'exploitation des produits forestiers ligneux (PFL) et non ligneux (PFNL) permettent une gestion durable de ces ressources, et sont respectés.

Vérificateur 1.1.7.1. Le code forestier, la loi sur la faune et leurs textes d'application définissant les conditions de gestion durable des produits forestiers ligneux et non ligneux, sont disponibles auprès de toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.1.7.2. Des normes d'inventaires et de gestion durable des produits forestiers ligneux et non ligneux sont élaborées et diffusées auprès de toutes les parties prenantes.

Indicateur 1.1.8. La politique de l'État en matière de gestion durable des plantations forestières favorise le développement d'un tissu économique local en zone de plantations forestières.

Vérificateur 1.1.8.1. Les textes législatifs et/ou réglementaires sur la redistribution des taxes forestières aux communautés locales riveraines des plantations forestières et leur gestion concertée, existent, sont disponibles et vulgarisés.

Vérificateur 1.1.8.2. Les mesures de valorisation de l'expertise, des connaissances et des technologies locales par l'État, existent.

Vérificateur 1.1.8.3. Les mesures prescrites dans le code forestier et ses textes d'application favorisant le développement d'un tissu économique local, définies pour chaque gestionnaire de plantations forestières, sont disponibles.

Indicateur 1.1.9. Il existe dans les zones de plantation une politique de protection et de conservation des écosystèmes forestiers et des sites à valeur archéologique et culturelle.

Vérificateur 1.1.9.1. Le code environnemental et ses textes d'application intégrant les problématiques environnementales et de conservation de la biodiversité, sont disponibles et respectés par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.1.9.2. Les procédures et les directives d'identification et de protection des espèces de la faune et de la flore en danger, rares et menacées, ainsi que des éléments d'intérêt biologique particulier tels que les sites de reproduction, les habitats rares et les espèces clefs, existent et sont mises en œuvre.

Vérificateur 1.1.9.3. Les procédures et les directives adéquates pour identifier et protéger les sites à valeur archéologique et culturelle existent et sont mises en œuvre.

Vérificateur 1.1.9.4. Les textes législatifs définissant les forêts de haute valeur pour la conservation, dans le contexte de mesures de précaution, sont disponibles.

Vérificateur 1.1.9.5. Les documents définissant et délimitant les aires de protection et de conservation de la biodiversité existent et leurs limites sont matérialisées.

Vérificateur 1.1.9.6. Les règles de gestion des aires protégées sont documentées, connues et respectées par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.1.9.7. Les procédures phytosanitaires et de mise en quarantaine prévenant l'introduction de pestes et de maladies existent et sont mises en œuvre.

Vérificateur 1.1.9.8. Les procédures adéquates pour prévenir l'introduction de plantes ou animaux exotiques potentiellement dangereux existent et sont mises en œuvre.

Indicateur 1.1.10. Les politiques nationales prennent en compte la valeur potentielle du stockage de carbone dans la gestion des plantations forestières.

Vérificateur 1.1.10.1. Les textes législatifs et réglementaires relatifs à la valorisation du carbone des plantations forestières existent, sont disponibles et vulgarisés.

Vérificateur 1.1.10.2. Les textes juridiques de création de l'Autorité Nationale Désignée, dans le cadre de la valorisation du carbone des plantations forestières, existent, sont disponibles et vulgarisés.

Vérificateur 1.1.10.3. Un programme d'étude sur les émissions et la quantité potentielle de carbone stockée au niveau national, existe et est mis en œuvre.

Vérificateur 1.1.10.4. Les rapports des communications nationales sur les quantités de carbone émises et séquestrées par les plantations forestières, sont disponibles.

Critère 1.2. Il existe un cadre institutionnel adapté pour réaliser les objectifs de la gestion durable des plantations forestières.

Indicateur 1.2.1. Des services forestiers adéquats en charge de la gestion des plantations forestières existent et sont fonctionnels.

Vérificateur 1.2.1.1. Les textes juridiques portant création des services forestiers en charge de la gestion des plantations forestières existent.

Vérificateur 1.2.1.2. Les programmes et les rapports d'activités des services forestiers en charge de la gestion des plantations forestières sont disponibles.

Indicateur 1.2.2. Des institutions de recherche sur les plantations forestières existent et sont fonctionnelles.

Vérificateur 1.2.2.1. Les textes juridiques portant création des institutions de recherches sur les plantations forestières sont disponibles.

Vérificateur 1.2.2.2. Les programmes et les rapports d'activités des institutions de recherches sur les plantations forestières sont disponibles.

Indicateur 1.2.3. Il existe des mécanismes de concertation et de négociation à différents niveaux pour discuter des objectifs de la politique de gestion durable des plantations forestières, des modes de résolution de conflits et des règles communes à établir entre les différentes parties concernées.

Vérificateur 1.2.3.1. Un comité permanent de concertation et de négociation regroupant toutes les parties prenantes sur la gestion durable des plantations forestières existe.

Vérificateur 1.2.3.2. Les procédures de concertation et de négociation sont élaborées, disponibles et mises en œuvre.

Vérificateur 1.2.3.3. Les rapports d'activités et/ou procès verbaux de réunions de concertation et de négociation du comité permanent de concertation et de négociation sont disponibles.

Indicateur 1.2.5. Il existe un mécanisme assurant la participation des communautés locales dans la gestion durable des plantations forestières.

Vérificateur 1.2.5.1. Les textes d'application du Code forestier définissant les mécanismes et les conditions de participation des communautés locales à la gestion durable des plantations forestières, existent et sont disponibles.

Vérificateur 1.2.5.2. Les rapports d'activité mentionnant la participation des communautés locales à la gestion durable des plantations forestières sont disponibles.

Critère 1.3. L'État garantit les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la gestion durable des plantations forestières.

Indicateur 1.3.1. Les services en charge de la gestion des plantations forestières disposent des moyens humains, financiers, techniques et matériels adéquats pour assurer leurs missions.

Vérificateur 1.3.1.1. Les services en charge de la gestion des plantations forestières disposent d'un personnel compétent, performant et suffisant ; les curriculum vitae et les rapports d'inspection sont disponibles.

Vérificateur 1.3.1.2. Les services en charge de la gestion des plantations forestières disposent des moyens techniques adéquats et suffisants pour assurer leurs missions ; les rapports d'inspection sont disponibles.

Vérificateur 1.3.1.3. Un fonds spécial incluant le financement de la gestion durable des plantations forestières existe et est fonctionnel.

Vérificateur 1.3.1.4. Les budgets incluant les coûts de toutes les activités et les investissements nécessaires, ainsi que les bilans des services en charge de la gestion durable des plantations forestière sont disponibles.

Indicateur 1.3.2. Les institutions de recherche sur les plantations forestières disposent des moyens humains, financiers et matériels adéquats.

Vérificateur 1.3.2.1. Un fonds spécial prévoyant le financement des programmes de recherche relatif aux plantations forestières existe et est opérationnel.

Vérificateur 1.3.2.2. Les budgets incluant les coûts de toutes les activités et les investissements nécessaires, ainsi que les bilans des institutions de recherche sur les plantations forestière, sont disponibles.

Vérificateur 1.3.2.3. Les infrastructures adéquates nécessaires aux institutions de recherche de recherche sur les plantations forestières existent.

Vérificateur 1.3.2.4. Les institutions de recherche sur les plantations forestières disposent des moyens humains compétents, performants et suffisants ; les curriculum vitae et les rapports d'inspection sont disponibles.

Critère 1.4. Les politiques économiques et fiscales de l'État garantissent la viabilité des entreprises forestières participant au reboisement et au développement des plantations forestières.

Indicateur 1.4.1. Il existe des incitations fiscales et financières pour une gestion et une industrialisation durables des plantations forestières.

Vérificateur 1.4.1.1. Les textes d'application du code forestier définissant les mesures incitatives et les avantages fiscaux accordés aux entreprises de reboisement et de développement des plantations forestières sont disponibles.

Vérificateur 1.4.1.2. Les textes réglementaires sur les incitations, avantages financiers et fiscaux accordés aux entreprises de reboisement et de développement des plantations forestières existent et sont disponibles.

Indicateur 1.4.2. Le fonctionnement de l'administration forestière n'entrave pas inutilement le fonctionnement et les activités économiques des entreprises.

Vérificateur 1.4.2.1. Les procédures et les délais de traitement des dossiers et des données par l'administration forestière sont relativement courts.

Vérificateur 1.4.2.2. Les fiches de liaison et les registres d'enregistrement du courrier au niveau de l'administration forestière, prouvant la diligence ou la célérité des procédures, sont disponibles.

Vérificateur 1.4.2.3. Les quittances de paiement des taxes, amendes et redevances prévues par la loi et payées par le gestionnaire des plantations forestières, sont disponibles.

Indicateur 1.4.3. Il existe des mesures incitatives efficaces pour l'installation, la commercialisation et la participation des acteurs à la promotion des produits.

Vérificateur 1.4.3.1. Les textes réglementaires prévoyant les mesures incitatives pour la commercialisation et la promotion des produits issus des plantations forestières sont disponibles.

Vérificateur 1.4.3.2. Les documents de promotion et de commercialisation des produits par les acteurs sont disponibles.

Critère 1.5. L'administration met en œuvre des mesures efficaces pour assurer le contrôle, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de sa politique en matière de plantations forestières, du point de vue de la production, de la conservation des écosystèmes et des bénéfices sociaux.

Indicateur 1.5.1. Il existe un système d'informations fiable, adéquat et à jour sur les plantations forestières qui permet à l'Etat d'actualiser son programme de reboisement et de développement des plantations forestières, et d'ajuster les moyens qu'il y consacre.

Vérificateur 1.5.1.1. Un inventaire forestier national collectant les données biophysiques et socioéconomiques nécessaires au suivi et à l'évaluation du programme de reboisement et de développement des plantations forestières de l'État, les bases de données, les rapports d'inventaires, d'études et/ou d'activités sont disponibles.

Vérificateur 1.5.1.2. Les cartes parcellaires des plantations forestières au niveau national sont disponibles.

Vérificateur 1.5.1.3. Une base de données sur les produits forestiers ligneux et non ligneux rencontrés sur toute l'étendue du territoire ainsi que sur leurs usages, intégrant le suivi de leur exploitation et de leur utilisation, est disponible.

Indicateur 1.5.2. L'administration forestière s'assure que chaque gestionnaire dispose d'un document d'aménagement complet et un cahier des clauses contractuelles formellement approuvés par les autorités compétentes.

Vérificateur 1.5.2.1. Les documents d'aménagement (plan d'aménagement, plan simple de gestion et plan d'opérations annuelles) des plantations forestières formellement approuvés par les autorités compétentes sont disponibles auprès de l'administration forestière et des parties prenantes.

Vérificateur 1.5.2.2. Le cahier des clauses contractuelles entre l'État et le gestionnaire des plantations forestières est disponible auprès des différentes parties prenantes.

Indicateur 1.5.3. L'administration met en œuvre des mécanismes reconnus par la loi pour protéger les plantations de l'exploitation et de l'occupation illégales ainsi que des activités préjudiciables aux plantations forestières.

Vérificateur 1.5.3.1. Un comité permanent de concertation et de négociation représentant toutes les parties prenantes sur les mécanismes limitant les activités préjudiciables aux plantations forestières existe.

Vérificateur 1.5.3.2. Les procédures de concertation et de négociation sont disponibles et mises en œuvre.

Vérificateur 1.5.3.3. Les rapports d'activités et/ou procès verbaux de réunions de concertation et de négociation représentant toutes les parties prenantes sont disponibles.

Indicateur 1.5.4. L'administration veille à ce que tous les acteurs économiques soient traités de manière équitable.

Vérificateur 1.5.4.1. Les mesures incitatives pour ramener dans le secteur formel les activités informelles existent et sont mise en œuvre.

Vérificateur 1.5.4.2. Les textes réprimant les activités illégales ou illicites sont disponibles.

Vérificateur 1.5.4.3. Les procès verbaux de constat d'infraction et des actes de transaction correspondants sont disponibles.

Indicateur 1.5.5. Les dommages causés par les activités de reboisement et de développement des plantations forestières aux populations locales et autochtones sont compensés selon les normes en vigueur ou après négociation.

Vérificateur 1.5.5.1. Les textes réglementaires définissant les procédures de dédommagement des populations locales et autochtones sont disponibles auprès de l'administration forestière et diffusés auprès des parties prenantes.

Vérificateur 1.5.5.2. Les services administratifs spécialisés sont consultés par les populations victimes, leurs décisions respectées et les procès verbaux de constat sont disponibles.

Vérificateur 1.5.5.3. Les procès verbaux de conciliation ou les actes de jugement sont disponibles et les décisions sont respectées par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.5.5.4. Les procédures de dédommagement pour tout dégât causé aux populations locales et autochtones sont respectées par toutes les parties impliquées et les preuves de dédommagement existent.

Critère 1.6. La propriété foncière, les droits d'usage des terres et des produits forestiers issus des plantations sont clairement définis, connus et respectés par toutes les parties prenantes.

Indicateur 1.6.1. Il existe des textes législatifs et réglementaires définissant clairement la propriété foncière, connus et respectés par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.6.1.1. Un plan directeur national d'affectation des terres existe et est diffusé auprès de toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.6.1.2. Les terres à vocation de plantations forestières sont identifiées et codifiées.

Vérificateur 1.6.1.3. Les textes relatifs aux obligations, devoirs et droits des acteurs sur le développement des plantations forestières sont connus de toutes les parties prenantes et sont disponibles.

Indicateur 1.6.2. Les droits d'usage des terres sont clairement définis, connus et respectés par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.6.2.1. Le code forestier et ses textes d'application définissant les droits d'usage des terres sont disponibles.

Vérificateur 1.6.2.2. Un plan directeur national d'utilisation des terres à vocation de plantations forestières existe.

Vérificateur 1.6.2.3. Un cadre national de concertation incluant toutes les parties prenantes au développement des plantations forestières facilitant la cession des terres des propriétaires traditionnels (terriens) aux gestionnaires des plantations forestières, existe et est opérationnel.

Indicateur 1.6.3. Les droits d'usage des produits forestiers issus des plantations et les modalités d'accès à ces produits sont clairement définis, connus et respectés par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 1.6.3.1. Le code forestier et ses textes d'application définissant les droits d'usage des produits forestiers issus des plantations sont disponibles.

Vérificateur 1.6.3.2. Les procédures d'usage des produits forestiers issus des plantations forestières sont disponibles.

Principe 2. Les plantations forestières sont gérées durablement pour la fourniture de biens et services.

Critère 2.1. L'aménagement durable des plantations forestières est conforme à toutes les lois en vigueur et aux traités internationaux.

Indicateur 2.1.1. Les lois nationales et les traités internationaux sur l'aménagement des plantations forestières sont respectés.

Vérificateur 2.1.1.1. Les lois nationales sont disponibles et appliquées.

Vérificateur 2.1.1.2. Les traités internationaux ratifiés par le Congo sont disponibles et appliqués.

Vérificateur 2.1.1.3. Les documents d'aménagement, conformes aux lois et aux traités internationaux en vigueur, existent et sont disponibles.

Indicateur 2.1.2. Toutes les taxes, honoraires ou autres redevances applicables et prévues par la loi doivent être payées dans les délais.

Vérificateur 2.1.2.1. Les quittances de paiement des taxes forestières y relatives sont disponibles.

Vérificateur 2.1.2.2. Les rapports financiers faisant état de la fiscalité de l'unité de gestion sont disponibles.

Critère 2.2. La propriété foncière et les droits d'usages à long terme sont clairement définis, documentés et légalement établis.

Indicateur 2.2.1. Les plantations forestières sont mises en place sur la base d'un titre légal ou d'un accord coutumier.

Vérificateur 2.2.1.1. Le titre foncier, le contrat de bail et/ou les procès verbaux de concertation existent et sont disponibles.

Indicateur 2.2.2. Les mécanismes de résolution des conflits de propriété ou d'usage de terres existent et sont mis en œuvre.

Vérificateur 2.2.2.1. Les procédures de résolution des conflits de propriété ou d'usage de terres sont disponibles.

Vérificateur 2.2.2.2. Les procès verbaux de résolution des conflits sont disponibles.

Critère 2.3. Les plantations forestières sont aménagées avec des objectifs ciblés de gestion durable.

Indicateur 2.3.1. La durée du titre légal est compatible avec les objectifs de gestion durable.

Vérificateur 2.3.1.1. Le titre légal compatible aux objectifs de gestion durable est disponible.

Indicateur 2.3.2. Le gestionnaire dispose d'un agrément et justifie d'une expertise avérée reconnue en matière de conduite des plantations.

Vérificateur 2.3.2.1. L'agrément en cours de validité existe et est disponible.

Vérificateur 2.3.2.2. Les curriculum vitae des agents chargés de la conduite des plantations (ou des sous-traitants) sont en adéquation avec l'activité et sont disponibles.

Indicateur 2.3.3. Le gestionnaire garantit la formation de son personnel (y compris les sous-traitants) en adéquation avec leur tâche afin de permettre une mise en œuvre effective du plan d'aménagement et/ou du plan de gestion.

Vérificateur 2.3.3.1. Le programme de formation continue prenant en compte les besoins des cadres et agents est disponible et mis en œuvre.

Vérificateur 2.3.3.2. Des programmes de formations spécifiques pour les cadres et/ou agents (y compris les sous-traitants), existent.

Vérificateur 2.3.3.3. Les attestations/certificats délivrés aux cadres et/ou agents après formation requise sont disponibles.

Vérificateur 2.3.3.4. Les rapports sur les différentes formations et le recyclage des cadres et/ou agents sont disponibles.

Indicateur 2.3.4. Un cahier des clauses contractuelles annexé au document d'aménagement fixe les modalités d'intervention ainsi que les droits et les devoirs du gestionnaire forestier et des sous-traitants intervenant sur l'unité de gestion.

Vérificateur 2.3.4.1. Le cahier de clauses contractuelles fixant les modalités d'intervention est disponible.

Vérificateur 2.3.4.2. Des sanctions pour non respect des prescriptions d'aménagement, non prévues par la loi, figurent dans le cahier des clauses contractuelles.

Indicateur 2.3.5. L'aménagement est mis en œuvre conformément aux documents de gestion approuvés par les autorités compétentes.

Vérificateur 2.3.5.1. Le décret d'approbation du plan d'aménagement existe et est disponible.

Vérificateur 2.3.5.2. Le plan de gestion approuvé par la tutelle existe et est disponible.

Vérificateur 2.3.5.3. Le procès verbal de validation des documents de gestion par les autorités compétentes est disponible.

Vérificateur 2.3.5.4. Les rapports d'activités conformes au plan d'opération annuel et les rapports d'inspection sont disponibles.

Vérificateur 2.3.5.5. Les rapports de l'organe de gestion approuvant les documents de gestion sont disponibles.

Indicateur 2.3.6. L'infrastructure minimum utile à l'exploitation est pérennisée.

Vérificateur 2.3.6.1. Les principaux bâtiments des bases vie construits en matériaux durables existent.

Vérificateur 2.3.6.2. Le réseau de routes principales, planifié et mis en place pour la durée de l'exploitation existe.

Indicateur 2.3.7. Le gestionnaire des plantations a mis en place un mécanisme de suivi/évaluation continu de la mise en œuvre de l'aménagement.

Vérificateur 2.3.7.1. Le gestionnaire dispose d'une base de données scientifiques et techniques des opérations.

Vérificateur 2.3.7.2. Les rapports de suivi et d'évaluation des opérations sont disponibles.

Indicateur 2.3.8. Le plan d'aménagement et/ou plan de gestion est révisé selon une périodicité définie conformément à la réglementation en vigueur.

Vérificateur 2.3.8.1. Les procédures de révision prévues dans le plan d'aménagement et/ou plan de gestion existent.

Vérificateur 2.3.8.2. Les révisions approuvées par l'autorité compétente sont respectées et appliquées, et les rapports d'inspection sont disponibles.

Indicateur 2.3.9. Les responsables de la gestion des plantations doivent être en mesure de fournir aux différentes parties prenantes, un résumé des éléments de base du plan d'aménagement et/ou plan de gestion.

Vérificateur 2.3.9.1. Le résumé du plan d'aménagement et/ou plan de gestion est disponible auprès de toutes les parties prenantes.

Critère 2.4. Les techniques sylvicoles sont clairement définies, connues et mises en œuvre.

Indicateur 2.4.1. La production en pépinière des plants forestiers utilisés pour les plantations s'effectue dans des conditions qui garantissent une bonne productivité en adéquation avec les objectifs de production.

Vérificateur 2.4.1.1. L'origine du matériel végétal utilisé pour la production des plants est connue et documentée.

Vérificateur 2.4.1.2 les résultats des tests d'adaptation existent.

Vérificateur 2.4.1. 3 Une pépinière fonctionnelle existe.

Indicateur 2.4.2. L'évolution des itinéraires techniques est prise en compte dans la mise en œuvre des techniques sylvicoles.

Vérificateur 2.4.2.1. Les notes techniques et autres éléments de transfert des innovations techniques sont disponibles.

Vérificateur 2.4.2.2. Les comptes rendus des réunions faisant état des innovations techniques reçues de la recherche sont disponibles.

Indicateur 2.4.3. Les techniques sylvicoles pour les plantations d'essences à usages multiples favorisent la récolte soutenue du bois et des autres produits.

Vérificateur 2.4.3.1. Les normes d'exploitation des espèces à usages multiples sont disponibles et appliquées.

Vérificateur 2.4.3.2. Les procédures sylvicoles relatives à la plantation d'arbres à usages multiples sont disponibles.

Vérificateur 2.4.3.3. Les rapports d'introduction ou d'identification des espèces à la fois productrices de bois et de produits forestiers non ligneux (PFNL) sont disponibles.

Critère 2.5. La production durable de bois est assurée en quantité et en qualité.

Indicateur 2.5.1. Les rotations sont compatibles avec une production soutenue.

Vérificateur 2.5.1.1. Les documents d'aménagement ou de gestion contenant les calculs sur le potentiel sur pied et les rotations sont disponibles.

Indicateur 2.5.2. L'exploitation se fait en conformité avec le document d'aménagement et le cahier des clauses contractuelles.

Vérificateur 2.5.2.1. Les normes d'exploitation sont explicites, connues de tous et respectées par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 2.5.2.2. Le plan d'exploitation conforme au document d'aménagement est disponible.

Indicateur 2.5.3. Le gaspillage de la ressource est minimisé à toutes les étapes de la production et de la transformation.

Vérificateur 2.5.3.1. Les procédures opérationnelles optimisant le volume de bois utilisable sont disponibles.

Vérificateur 2.5.3.2. Les documents relatifs à la valorisation et/ou au recyclage des déchets d'exploitation et de transformation sont disponibles.

Vérificateur 2.5.3.3. La plus grande partie possible de l'arbre abattu est récupérée ; et les rapports d'activités sont disponibles.

Indicateur 2.5.4. La traçabilité des produits est mise en œuvre.

Vérificateur 2.5.4.1. Les documents de procédure sur la chaîne de traçabilité des produits existe et est disponible.

Vérificateur 2.5.4.2. Les fiches sur l'origine du matériel végétal et la production, de la pépinière à la commercialisation en passant par l'exploitation, sont disponibles.

Vérificateur 2.5.4.3. Les documents de production sont disponibles.

Critère 2.6. Au sein de la plantation forestière, l'exploitation des produits forestiers non ligneux se fait sur une base durable, en concertation avec les principales parties prenantes.

Indicateur 2.6.1. Les produits forestiers non ligneux ainsi que leurs usages sont identifiés.

Vérificateur 2.6.1.1. Le rapport d'inventaire des PFNL et de leurs usages est disponible.

Indicateur 2.6.2. Les connaissances nécessaires à une utilisation durable des produits forestiers non ligneux sont disponibles.

Vérificateur 2.6.2.1. La distribution et la densité des espèces prélevées sont connues et mentionnés dans le rapport d'inventaire.

Vérificateur 2.6.2.2. La phénologie et la productivité des espèces prélevées sont connues et mentionnés dans le rapport d'étude.

Indicateur 2.6.3. L'exploitation des produits forestiers non ligneux est rationnelle.

Vérificateur 2.6.3.1. Les procédures de suivi/évaluation de l'impact de la récolte des PFNL existent et sont disponibles.

Vérificateur 2.6.3.2. Les procès verbaux des réunions de concertation entre les parties prenantes sur l'exploitation des PFNL sont disponibles.

Critère 2.7. Les risques environnementaux sur les plantations sont pris en compte et font l'objet d'une gestion spécifique.

Indicateur 2.7.1. Les risques environnementaux sont identifiés.

Vérificateur 2.7.1.1. Les rapports d'identification des risques sont disponibles.

Vérificateur 2.7.1.2. Un répertoire de risques environnementaux est disponible.

Vérificateur 2.7.1.3. Une cartographie des zones à risques identifiés est disponible.

Indicateur 2.7.2. La dégradation et la destruction des plantations par les activités humaines et par les causes naturelles sont prises en compte et font l'objet d'une gestion spécifique.

Vérificateur 2.7.2.1. Le manuel de procédures de prévention et d'intervention pour la gestion des risques environnementaux est disponible.

Vérificateur 2.7.2.2. Des équipes formées en matière de surveillance, de préventions et de protection contre les risques environnementaux existent.

Vérificateur 2.7.2.3. Un suivi/évaluation des risques environnementaux est mené et documenté.

Vérificateur 2.7.2.4. Les rapports d'activités des équipes de protection et de surveillance des plantations sont disponibles.

Indicateur 2.7.3. Les procédures de mise en quarantaine doivent être respectées.

Vérificateur 2.7.3.1. Les manuels de procédures de mise en quarantaine sont connus et disponibles.

Vérificateur 2.7.3.2. Les rapports de contrôle phytosanitaire sont disponibles.

Indicateur 2.7.4. Les espèces invasives doivent être identifiées et contrôlées.

Vérificateur 2.7.4.1. Les rapports des études épidémiologiques sur les espèces invasives sont réalisées et disponibles

Vérificateur 2.7.4.2 Le manuel des procédures de prévention, de lutte et de contrôle des espèces invasives est disponible.

Vérificateur 2.7.4.3. Les rapports d'inventaire, de lutte et de contrôle des espèces invasives sont disponibles.

Critère 2.8. La viabilité économique durable des plantations forestières est assurée.

Indicateur 2.8.1. L'entreprise tient compte et intègre l'ensemble des coûts opérationnels et d'investissements.

Vérificateur 2.8.1.1. Le plan d'investissement conforme au plan de gestion est disponible.

Vérificateur 2.8.1.2. Le plan de financement qui évalue les coûts et les revenus liés à la gestion des plantations est disponible.

Vérificateur 2.8.1.3. Les comptes mis à jour de manière à permettre la vérification des estimations des coûts et des revenus au fil du temps existent.

Indicateur 2.8.2. Les opérations de gestion des plantations et de commercialisation doivent optimiser l'utilisation et la transformation locale de l'ensemble des produits des plantations.

Vérificateur 2.8.2.1. Des stratégies en vue de la promotion des produits de la plantation développées par le gestionnaire existent et sont documentées.

Vérificateur 2.8.2.2. Des actions entreprises pour favoriser une transformation plus poussée des produits issus des plantations sont menées et documentées.

Indicateur 2.8.3. Le gestionnaire des plantations bénéficie des mécanismes d'incitation et d'accompagnement (financier, échanges économiques, techniques, marchés, etc.) mis en place par l'état.

Vérificateur 2.8.3.1. Les contrats de bail et les accords d'établissement sont disponibles.

Indicateur 2.8.4. Le gestionnaire a accès à des financements préférentiels pour développer durablement ses activités.

Vérificateur 2.8.4.1. Les contrats de crédit et/ou les subventions existent et sont disponibles.

Indicateur 2.8.5. Le gestionnaire des plantations prend en considération les potentialités des marchés « carbone ».

Vérificateur 2.8.5.1. Les Notes d'Idées de Projets (fiches NIP) sont élaborées et disponibles.

Principe 3. Les plantations forestières contribuent au maintien, à la restauration et à l'amélioration des principales fonctions écologiques.

Critère 3.1. La gestion durable des plantations forestières est fondée sur un acquis dynamique des connaissances écologiques.

Indicateur 3.1.1. Les connaissances disponibles permettent de réaliser un diagnostic écologique sur les écosystèmes forestiers.

Vérificateur 3.1.1.1. Le rapport d'étude écologique est disponible.

Vérificateur 3.1.1.2. Les données actualisées par type de végétation, par stade sylvigénétique et par degré d'exploitation sont disponibles.

Vérificateur 3.1.1.3. Les cartes topographiques, pédologiques, du réseau hydrographique et des infrastructures sont disponibles.

Vérificateur 3.1.1.4. Les bases de données sur la faune et la flore et sur leurs utilisations sont disponibles.

Indicateur 3.1.2. Les études d'impacts avant plantations et le suivi des impacts post plantations sont réalisées.

Vérificateur 3.1.2.1. Les rapports et/ou les notices d'études d'impacts sont disponibles.

Vérificateur 3.1.2.2. Les rapports de suivi - évaluation de l'impact de la plantation sur les sols et l'équilibre hydrique sont disponibles.

Vérificateur 3.1.2.3. Les rapports de suivi - évaluation de l'impact de la plantation sur les espèces clés ou sensibles sont disponibles.

Vérificateur 3.1.2.4. Les justificatifs des frais d'études d'impacts ou des notices d'impacts réalisées par le promoteur des plantations forestières conformément aux textes en vigueur sont disponibles.

Indicateur 3.1. 3. Les nouvelles données scientifiques et/ou techniques résultants des dispositifs de suivi sont prises en compte pour l'amélioration des pratiques liées à la gestion durable de la plantation

Vérificateur 3.1.3.1. Le rapport synthèse de nouvelles données scientifiques est disponible.

Vérificateur 3.1.3 2. Les rapports d'évaluation des nouvelles techniques acquises sont disponibles.

Vérificateur 3.1. 3.3. Les rapports des visites de terrain sont disponibles.

Vérificateur 3.1. 3.4. Les dispositifs de suivi sont vérifiables sur le terrain.

Critère 3.2. Les impacts négatifs de la plantation sur l'écosystème sont identifiés et minimisés.

Indicateur 3.2.1. La plantation n'affecte pas négativement la structure et la diversité initiale de l'écosystème.

Vérificateur 3.2.1.1. Le rapport d'étude écologique ou rapport d'étude d'impact environnemental, montrant que la plantation a lieu dans les zones appropriées, est disponible.

Vérificateur 3.2.1.2. Les rapports des visites de terrain sont disponibles.

Indicateur 3.2.2. La définition et la mise en œuvre des techniques sylvicoles et de récolte à impacts réduits sont assurées.

Vérificateur 3.2.2.1. Les procédures opérationnelles et les programmes sylvicoles à impacts réduits sont disponibles.

Vérificateur 3.2.2.2. Les rapports d'activités et les rapports des visites de terrain sont disponibles.

Indicateur 3.2.3. A l'échelle de l'unité de gestion, de reboisement et de développement des plantations forestières, les forêts relictuelles sont conservées.

Vérificateur 3.2.3.1. Le rapport d'étude cartographique délimitant les forêts relictuelles est disponible.

Vérificateur 3.2.3.2. Les rapports d'inventaires multi ressources dans les forêts relictuelles sont disponibles.

Vérificateur 3.2.3.2. Les rapports de suivi - évaluation sont disponibles.

Vérificateur 3.2.3.4. Les rapports des visites de terrain sont disponibles.

Critère 3.3. Les impacts négatifs de la plantation, de sa gestion, de son exploitation et de la transformation de ses produits sur les eaux et les sols sont minimisés.

Indicateur 3.3.1. Le régime et la qualité de l'eau sont maintenus.

Vérificateur 3.3.1.1. Les rapports d'analyse des eaux et de suivi de l'impact de la plantation et de la transformation de ses produits sur le régime et la qualité des eaux sont disponibles.

Vérificateur 3.3.1.2. Les rapports des visites de terrain sont disponibles.

Indicateur 3.3.2. L'impact négatif des activités des plantations sur les caractéristiques biogéochimiques des sols et sur le relief est minimisé.

Vérificateur 3.3.2.1. Les rapports de suivi - évaluation de l'impact de la plantation sur les caractéristiques biogéochimiques des sols et sur le relief sont disponibles.

Vérificateur 3.3.2.2. Les rapports des visites de terrain sont disponibles.

Indicateur 3.3.3. L'impact négatif des activités d'exploitation et de la transformation des produits de la plantation sur les caractéristiques biogéochimiques des sols et sur le relief est minimisé.

Vérificateur 3.3.3.1. Le rapport de suivi - évaluation de l'impact des activités d'exploitation et de la transformation des produits de la plantation sur les caractéristiques biogéochimiques est disponible.

Vérificateur 3.3.3.2. Les rapports des visites de terrain sont disponibles.

Indicateur 3.3.4. L'implantation de la forêt tient compte de la topographie du terrain pour limiter les risques d'érosion.

Vérificateur 3.3.4.1. Les normes de mise en place des plantations sont disponibles et appliquées.

Vérificateur 3.3.4.2. Le rapport d'identification et de cartographie des zones sensibles à l'érosion et/ou des zones érodées est disponible.

Vérificateur 3.3.4.3. Le parcellaire des plantations est disponible.

Vérificateur 3.3.4.4. La cartographie de la plantation et de la voirie sur courbe de niveau est disponible.

Vérificateur 3.3.4.5. Le rapport d'inspection sur l'application des normes est disponible.

Indicateur 3.3.5. Les programmes de restauration des eaux et de sols sont mis en œuvre

Vérificateur 3.3.5.1. Les rapports d'activités sont disponibles.

Vérificateur 3.3.5.2. Les rapports de suivi des actions correctives ou d'atténuation sont disponibles.

Vérificateur 3.3.5.3. Les rapports des visites de terrain sont disponibles.

Critère 3.4. Les impacts positifs de plantations sont connus et optimisés.

Indicateur 3.4.1. Les techniques d'installation et de conduite de la plantation permettent de maintenir ou d'améliorer la fertilité et l'activité biologique des sols.

Vérificateur 3.4.1.1. Les rapports d'étude sont disponibles.

Vérificateur 3.4.1.2. Les procédures d'installation et de conduite des plantations selon les normes en vigueur sont disponibles.

Vérificateur 3.4.1.3. Les rapports des visites de terrain et d'activités sont disponibles.

Indicateur 3.4.2. Le choix des espèces plantées permet de maintenir ou d'améliorer l'activité biologique des sols.

Vérificateur 3.4.2.1. Les rapports d'études sur le choix du matériel végétal adapté sont disponibles.

Vérificateur 3.4.2.2. Les rapports des visites de terrain et d'activités sont disponibles.

Indicateur 3.4.3. Les impacts positifs des plantations forestières sur la biodiversité à l'intérieur et ou autour des plantations sont connus et optimisés.

Vérificateur 3.4.3.1. Les rapports d'étude sur la régénération naturelle dans et ou autour des plantations forestières sont disponibles.

Vérificateur 3.4.3.2. Les rapports des visites de terrain et d'activités sont disponibles.

Indicateur 3.4.4. Les plantations forestières contribuent à l'augmentation de la séquestration du carbone.

Vérificateur 3.4.4.1. La base de données sur les quantités de carbone séquestré est disponible.

Vérificateur 3.4.4.2. Les rapports d'étude sur l'élaboration des équations allométriques sont disponibles.

Principe 4. Le gestionnaire de l'unité de gestion, de reboisement et de développement des plantations forestières contribue à l'amélioration du bien être économique et social des travailleurs, et des populations locales et autochtones.

Critère 4.1. Les droits et devoirs des travailleurs sont clairement définis, reconnus et respectés.

Indicateur 4.1.1. La réglementation en matière de droit de travail existe et est appliquée.

Vérificateur 4.1.1.1. Le code du travail, les conventions collectives, le règlement intérieur et les Contrats de travail sont disponibles et respectés par toutes les parties prenantes (y compris les sous-traitants).

Vérificateur 4.1.1.2. Les notes de service de sanction, les cahiers de charges et les procès verbaux de revendications sont disponibles.

Vérificateur 4.1.1.3. Les bulletins de paie conformes à la réglementation nationale en vigueur en matière de travail et de sécurité sociale sont disponibles.

Vérificateur 4.1.1.4. Les rapports des missions de l'inspection du travail sont disponibles.

Vérificateur 4.1.1.5. Les cotisations à la Caisse de retraite sont portées dans le bulletin de paie et chaque travailleur dispose d'un carnet d'immatriculation à la caisse de sécurité sociale.

Indicateur 4.1.2. L'information et la sensibilisation des travailleurs sur leurs droits et devoirs sont assurées.

Vérificateur 4.1.2.1. Les travailleurs sont informés et sensibilisés sur le code du travail, la convention collective et le règlement intérieur ; et les procès verbaux des réunions d'information et de sensibilisation sont disponibles.

Vérificateur 4.1.2.2. Les rapports des missions d'information et de sensibilisation des travailleurs sont disponibles.

Vérificateur 4.1.2.3. Le tableau d'affichage des informations, les notes circulaires et de service ainsi que les prospectus en rapport avec les droits et devoirs des travailleurs sont disponibles.

Critère 4.2. Les droits et devoirs des populations locales et autochtones sont clairement définis, reconnus et respectés.

Indicateur 4.2.1. Les droits légaux et coutumiers des populations locales et autochtones à la propriété sont clairement définis, reconnus et respectés.

Vérificateur 4.2.1.1. Les textes législatifs et réglementaires sur la propriété foncière sont connus par les populations locales et autochtones, appliqués et respectés par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 4.2.1.2. Les cartes des terroirs villageois et coutumiers définies à travers la cartographie participative sont connues, disponibles et respectés par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 4.2.1.3. Les lieux de signification religieuse, culturelle ou économique particuliers sont clairement identifiés et cartographiés, en collaboration avec les populations locales et autochtones, et protégés par le gestionnaire des plantations.

Vérificateur 4.2.1.5 : Les rapports d'identification et de protection des lieux de signification religieuse, culturelle ou économique particuliers sont disponibles.

Vérificateur 4.2.1.4. Les procès verbaux de concertation entre toutes les parties prenantes sont disponibles.

Indicateur 4.2.2. Les modalités d'accès aux produits issus des plantations forestières sont clairement définies, reconnues et respectées par tous.

Vérificateur 4.2.2.1. Les textes réglementant l'utilisation des ressources forestières par les populations locales et autochtones sont connus, appliqués et respectés par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 4.2.2.2. Les procès verbaux de concertation entre toutes les parties prenantes sont disponibles.

Indicateur 4.2.3. L'information et la sensibilisation des populations locales et autochtones sur leurs droits et devoirs sont assurées.

Vérificateur 4.2.3.1. Les procès verbaux des réunions d'information et de sensibilisation sont disponibles.

Indicateur 4.2.4. Les limites des plantations au sein des terroirs villageois et coutumiers sont clairement définies, reconnues et respectées par tous.

Vérificateur 4.2.4.1. Les cartes des terroirs villageois et coutumiers, indiquant les limites physiques définies et respectées par toutes les parties prenantes, sont disponibles.

Vérificateur 4.2.4.2. Les procès verbaux de concertation entre toutes les parties prenantes s'accordant sur les limites des plantations au sein des terroirs, sont disponibles.

Indicateur 4.2.5. La distance entre le village et les plantations définissant la zone tampon est clairement définie, reconnue et respectée par tous.

Vérificateur 4.2.5.1. La zone tampon entre les villages et les plantations, définie par la cartographie participative est connue et respectée par toutes les parties prenantes.

Vérificateur 4.2.5.2. Le procès verbal de concertation entre toutes les parties prenantes s'accordant sur la zone tampon est disponible.

Critère 4.3. Le gestionnaire favorise la concertation avec les populations locales et autochtones pour les activités de reboisement et de développement des plantations forestières.

Indicateur 4.3.1. Les populations locales et autochtones sont informées des activités des plantations, et de leurs impacts positifs et négatifs potentiels.

Vérificateur 4.3.1.2. L'étude présentant les impacts positifs et négatifs des activités des plantations forestières est disponible.

Vérificateur 4.3.1.1. Le procès verbal de réunion d'information des populations locales et autochtones des impacts positifs et négatifs des activités des plantations forestières par le gestionnaire est disponible.

Indicateur 4.3.2. Les instances et les mécanismes de concertation et de négociation avec les populations locales et autochtones existent.

Vérificateur 4.3.2.1. Les textes réglementaires portant sur la mise en place des organes de concertation et de négociation avec les populations locales et autochtones sont disponibles et appliqués.

Vérificateur 4.3.2.2. Le procès verbal de mise en place d'un comité permanent de concertation par les différentes parties prenantes est disponible.

Vérificateur 4.3.2.3. Les comptes rendus et procès verbaux des réunions de concertation et de négociation sont disponibles auprès des différentes parties prenantes.

Indicateur 4.3.3. Les procédures de dialogue et de résolution des conflits fonctionnent entre et au sein des parties prenantes.

Vérificateur 4.3.3.1. Les procédures de dialogue et de résolution des conflits existent et sont disponibles.

Vérificateur 4.3.3.2. Les comptes rendus et procès verbaux des réunions de résolution des conflits sont disponibles.

Vérificateur 4.3.3.3. Les comptes rendus, les procès verbaux des réunions et les rapports d'activités du comité permanent de concertation sont disponibles.

Indicateur 4.3.4. Les procédures de consultation des populations locales et autochtones lors de la validation des nouvelles plantations forestières sont respectées.

Vérificateur 4.3.4.1. Les textes réglementaires portant sur les procédures de consultation des populations locales et autochtones pour la validation des nouvelles plantations forestières sont disponibles, connus et appliqués.

Vérificateur 4.3.4.2. Les rapports des différentes missions de consultation des populations locales et autochtones pour la validation des nouvelles plantations sont disponibles.

Vérificateur 4.3.4.3. Les procès verbaux et les comptes-rendus des réunions de consultation des populations locales et autochtones pour la validation des nouvelles plantations, signées par toutes les parties prenantes, sont disponibles.

Indicateur 4.3.5. Les mécanismes de sanction en cas de violation des règles existent.

Vérificateur 4.3.5.1. Les procès verbaux définissant les sanctions, signés par toutes les parties prenantes, sont disponibles.

Vérificateur 4.3.5.2. Les procès-verbaux relatifs aux cas de violation des règles convenues par les différentes parties prenantes sont disponibles.

Critère 4.4. Selon l'importance et l'impact des opérations forestières, l'accès aux bienfaits des plantations forestières est défini et accepté par toutes les parties prenantes.

Indicateur 4.4.1. Les communautés habitant dans ou près de l'aire exploitée bénéficient de la part du gestionnaire des plantations forestières des opportunités préférentielles en matière d'emploi, de formation ou d'autres services.

Vérificateur 4.4.1.1. Les procès verbaux de concertation sur les opportunités préférentielles en matière d'emploi, de formation ou d'autres services sociaux sont disponibles auprès de toutes les parties prenantes.

Vérificateur 4.4.1.2. Les lettres de sollicitation de la main d'œuvre locale auprès des comités de villages sont disponibles.

Vérificateur 4.4.1.3. Dans les rapports d'activités du gestionnaire, le ratio employés locaux/allogènes indique qu'à compétence égale, il est recruté de façon préférentielle les locaux, et plus avantageusement les autochtones.

Vérificateur 4.4.1.4. Les formations organisées par le gestionnaire des plantations au profit des communautés vivant dans et à la périphérie de l'unité de gestion des plantations forestières sont sanctionnées par des attestations ou certificats de formation, et les copies sont disponibles.

Vérificateur 4.4.1.5. Les rapports de prestations des autres services sociaux rendus par le gestionnaire des plantations au profit des communautés vivant dans et à la périphérie des plantations forestières sont disponibles.

Indicateur 4.4.2. Selon l'importance de l'impact des opérations forestières, le gestionnaire des plantations forestières contribue au développement d'un tissu économique local.

Vérificateur 4.4.2.1. Le procès verbal de concertation sur la contribution du gestionnaire des plantations forestières sur le développement du tissu économique local est disponible.

Vérificateur 4.4.2.2. Les protocoles d'accord relatifs aux mesures d'appui à la création des Activités Génératrices des Revenus (AGR), entre le gestionnaire des plantations forestières et les communautés locales sont disponibles.

Vérificateur 4.4.2.3. Le document de création d'un fonds d'appui aux initiatives pour le développement du tissu économique local, par le gestionnaire des plantations forestières en faveur des communautés locales, est disponible.

Vérificateur 4.4.2.4 : Les rapports d'activités du gestionnaire des plantations forestières mentionnant les activités réalisées en faveur du développement économique local sont disponibles.

Vérificateur 4.4.2.5 : Les rapports de gestion du fonds mis en œuvre en faveur des AGR sont disponibles.

Indicateur 4.4.3. Dans la mesure du possible, la participation des plantations forestières à l'amélioration de la production agricole par les populations locales est encouragée.

Vérificateur 4.4.3.1. Les contrats d'assistance et/ou les protocoles d'accords indiquant l'aide du gestionnaire des plantations forestières en faveur des activités agricoles et d'élevages développées par les populations locales et autochtones sont disponibles.

Vérificateur 4.4.3.2. Les procès verbaux de concertation sur l'appui aux activités agricoles et d'élevages des populations locales et autochtones par le gestionnaire des plantations forestières sont disponibles.

Vérificateur 4.4.3.3. Les rapports d'activités du gestionnaire des plantations forestières mentionnant les activités d'appui réalisées en faveur des activités agricoles et d'élevages des populations locales et autochtones sont disponibles.

Critère 4.5. Selon l'importance et l'impact des opérations forestières, le gestionnaire contribue à l'amélioration de la santé publique et de l'éducation des travailleurs présents sur l'unité de gestion, et des conditions de vie des populations locales et autochtones.

Indicateur 4.5.1. Le gestionnaire prend des mesures préventives pour minimiser les risques professionnels.

Vérificateur 4.5.1.1 Les rapports prouvant que les conditions de travail sont conformes aux règles du code de travail et ou aux prescriptions de l'Organisation Internationale du travail (OIT) sont disponibles.

Vérificateur 4.5.1.2 : les documents fondamentaux relatifs aux conditions de travail (convention collective, accord d'établissement, code du travail, règlement intérieur, etc.) sont disponibles et accessibles.

Vérificateur 4.5.1.3. Il existe un règlement intérieur, des notes de service largement diffusées, des fiches de procédure et des affiches bien illustrées qui rappellent aux employés le respect des normes de sécurité de travail.

Vérificateur 4.5.1.4. Les équipements de protection individuelle, aux différents postes de travail, sont distribués et utilisés par les employés ; et les décharges des employés accusant réception de ces équipements sont disponibles.

Vérificateur 4.5.1.5. Les procès-verbaux de contrôle de l'inspection du travail sont disponibles.

Indicateur 4.5.2. L'état de santé des employés et de leurs familles est amélioré.

Vérificateur 4.5.2.1. Les employés passent régulièrement des visites médicales en conformité avec la réglementation en vigueur ; et les fiches individuelles de visites médicales et les rapports de visite médicale sont disponibles.

Vérificateur 4.5.2.2. Les contrats de prestations médicales conformes à la convention collective, les bons des visites médicales et de pharmacie ainsi que les factures des prestataires médicaux et de pharmacie, sont disponibles.

Vérificateur 4.5.2.3. Des mesures d'hygiène et de salubrité publique sont prises par le gestionnaire des plantations forestières et les comptes rendus des campagnes de sensibilisation sont disponibles.

Indicateur 4.5.3. Les gestionnaires des plantations forestières fournissent des formations professionnelles adéquates aux travailleurs.

Vérificateur 4.5.3.1. Le gestionnaire des plantations forestières dispose d'un plan de formation des travailleurs et la copie est disponible.

Vérificateur 4.5.3.2. Le gestionnaire des plantations appuie la formation de ses travailleurs ; et les notes de service ainsi que les rapports d'activités qui en font état sont disponibles.

Vérificateur 4.5.3.3. Les formations professionnelles adéquates, dispensées par le gestionnaire des plantations forestières aux travailleurs, sont sanctionnées par des attestations/certificats et les copies sont disponibles.

Indicateur 4.5.4. Les retombées des plantations forestières contribuent à l'amélioration de l'état sanitaire des populations locales et autochtones.

Vérificateur 4.5.4.1. Les procès-verbaux de concertation entre les parties prenantes et les rapports d'activités des comités de villages sur l'amélioration de l'état sanitaire des populations locales et autochtones par le gestionnaire des plantations forestières sont disponibles.

Vérificateur 4.5.4.2. Le gestionnaire des plantations forestières contribue à la création, au fonctionnement et à l'amélioration des structures sanitaires locales ; et les rapports d'activités desdites structures sont disponibles.

Indicateur 4.5.5. Les retombées des plantations forestières contribuent à l'amélioration de l'éducation de base des populations locales.

Vérificateur 4.5.5.1. Les procès-verbaux de concertation entre les parties prenantes et les rapports d'activités des comités de villages sur l'amélioration de l'éducation de base des populations locales et autochtones par le gestionnaire des plantations forestières sont disponibles.

Vérificateur 4.5.5.2. Le gestionnaire des plantations forestières contribue à la mise en place, au fonctionnement et à l'amélioration des établissements scolaires dans la zone des plantations ; et les rapports d'activités desdits établissements et des visites d'inspection sont disponibles.

Indicateur 4.5.6. Les retombées des plantations forestières contribuent à l'amélioration des autres conditions de vie des populations locales.

Vérificateur 4.5.6.1. Un cahier de charges négociées entre le gestionnaire des plantations forestières et les populations locales et autochtones, définissant les priorités des conditions de vie de celles-ci, existe et est disponible.

Vérificateur 4.5.6.2. Les procès-verbaux de concertation et les rapports d'activités des comités de villages sur l'amélioration des conditions de vie des populations locales et autochtones par le gestionnaire des plantations forestières sont disponibles.

Suggestions et recommandations

La gestion des plantations forestières est très peu prise en compte par le code forestier. De ce fait, le développement des Principes, Critères, Indicateurs et Vérificateurs (PCIV) pour la gestion durable des plantations forestières en République du Congo apparaît comme une innovation. Par conséquent, certains indicateurs nécessiteront une actualisation du code forestier pour leur application sur le terrain. En plus, le Congo devra se doter d'un certain nombre d'outils qui sont soit en cours de rédaction, soit faisant l'objet d'une réflexion actuellement.

Les éléments ci-dessous nécessitent leur prise en compte dans le code forestier et/ou ses textes d'application :

- La définition des différents types de plantations forestières en République du Congo, sur la base des objectifs de production, de superficies nécessaires et de types de sylviculture appliquée (1-1-3-1) ;
- Les normes nationales de mise en place, d'aménagement, de gestion, d'exploitation et de contrôle spécifiques aux plantations forestières (1-1-3-4) ;
- Les mécanismes et les conditions de participation des communautés locales à la gestion durable des plantations forestières (1-2-5-1) ;
- La définition des mesures incitatives et avantages fiscaux accordés aux entreprises de reboisement et de développement des plantations forestières (1-4-1-1) ;
- La réglementation des incitations, avantages financiers et fiscaux accordés aux entreprises de reboisement et de développement des plantations forestières (1-4-1-2) ;
- Les mesures incitatives pour la commercialisation et la promotion des produits issus des plantations forestières (1-4-3-1) ;
- Les droits et devoirs des acteurs sur le développement des plantations forestières (1-6-1-3) ;
- L'élaboration et la vulgarisation d'un plan directeur national d'utilisation des terres à vocation de plantations forestières (1-6-2-2) ;
- La mise en place et l'animation d'un cadre national de concertation incluant toutes les parties prenantes au développement des plantations forestières et facilitant la cession des terres des propriétaires fonciers aux gestionnaires des plantations forestières (1-6-2-3)
- Les droits d'usage des produits forestiers issus des plantations (1-6-3-1) ;
- Les procédures d'usage des produits forestiers des plantations forestières (1-6-3-2) ;
- La réglementation de la mise en place des organes de concertation et de négociation des gestionnaires des plantations forestières avec les populations locales et autochtones (4.3.2.1) ;
- La définition des procédures de consultation des populations locales et autochtones pour la validation des nouvelles plantations forestières (4.3.4.1).

Il sied de souligner que la grande majorité des points ci-dessus cités concerne le principe 1, et tous relèvent de l'Etat et de l'administration forestière. Les autres principes sont du ressort du gestionnaire des plantations forestières qui devra assurer leur mise en œuvre pour évoluer vers une gestion durable des plantations forestières sous un contrôle efficace de l'administration forestière et de l'Etat.